

Actes de la Rencontre économique du monde arabe :

Forum Afrique – Monde arabe – France

Construire un avenir économique commun

Institut du Monde Arabe, 19 septembre 2017

L'Institut du monde arabe remercie les partenaires de la *Rencontre économique* :



DISCOURS D'OUVERTURE

Jack LANG :

Mesdames, Messieurs, Mesdames Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames Messieurs les hauts représentants d'institutions publiques et privées, merci d'avoir répondu à notre invitation.

Il est réjouissant de pouvoir vous retrouver les uns et les autres, ce matin, pour ce débat d'idées, de projets, de création d'élan, ces actions que nous menons, chacun à notre manière, en faveur des échanges entre l'Afrique, le monde arabe et l'Europe, dans ce lieu unique au monde, l'Institut du monde arabe, lieu de paix, de coopération, de réflexion, qui met en valeur l'extraordinaire richesse culturelle, intellectuelle et créative du monde arabe. C'est un honneur de vous accueillir.

En cette année très spéciale, nous fêtons le trentième anniversaire de l'inauguration par le Président François Mitterrand de cet endroit conçu par Architecture-Studio et Jean Nouvel. Nous avons choisi ce projet en raison notamment de ses *moucharabiehs* particuliers, qui symbolisent l'architecture de la maison, et n'ont quasiment jamais fonctionné.

Les ressources matérielles ont été mises à disposition des ingénieurs, qui ont inventé un système permettant aux moucharabiehs de s'ouvrir et se fermer en fonction de la lumière, telle la pupille de l'œil ou le diaphragme de l'appareil photographique. Le 29 septembre prochain, nous célébrerons la mise en mouvement de ces moucharabiehs qui deviendront un des grands attraits de Paris et qui, à l'instar de la tour Eiffel, fonctionneront jour et nuit.

En ce moment même la *Biennale des photographes du monde arabe contemporain* suscite un grand élan. Le Président de la République française et le Président du Liban inaugureront bientôt la grande exposition *Chrétiens d'Orient. 2000 ans d'histoire*, succédant à un autre événement que beaucoup d'entre vous ont épaulé avec générosité : l'exposition « *Trésors de l'Islam en Afrique* », qui a mis à l'honneur l'Afrique subsaharienne et a connu un grand succès.

Aujourd'hui, ce forum clôt notre saison africaine et met en valeur des acteurs économiques du continent. Je félicite le Secrétaire général Monsieur David Bruckert, Adèle Parrilla et son équipe, d'avoir fait des merveilles, et réuni les prestigieux intervenants qui vont s'exprimer. Ils vont nous dire de quelle manière, nous pourrions encore renforcer les liens entre la France, le monde arabe et l'Afrique dans une dynamique de coopération.

Je veux aussi remercier les partenaires et les mécènes, plus nombreux que jamais (Agence Française de Développement, OCP, GreenYellow, BearingPoint, Agence Marocaine de l'Oriental, BMCE Bank, Royal Air Maroc, Orange,

U.B.A.F., Cevital, Ponticelli, Veolia, AfricaFrance, le CIAN, le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, Jeune Afrique, TV5Monde, France Médias Monde). Je me réjouis de cet élan positif qui montre que les rencontres économiques du monde arabe que nous organisons plusieurs fois par an, chaque fois sur un thème particulier, font date.

J'ajoute qu'Adèle Parrilla a été accompagnée dans la préparation de cet événement par Pauline de Gombert et Lara Clavery.

Avant de vous laisser en compagnie de vous-mêmes, pour réfléchir et travailler, je veux indiquer que les prochaines *Rencontres économiques du monde arabe* seront dédiées au développement des échanges entre la France et l'Égypte, en corrélation avec un très grand événement que nous préparons et qui succédera à *Chrétiens d'Orient*, sur l'épopée du Canal de Suez depuis les pharaons, jusqu'à aujourd'hui. Ceux d'entre vous qui sont intéressés sont les bienvenus.

Je laisse la parole aux premiers intervenants de cette journée : Dr. Bandar M.H. Hajjar, Président du Groupe Banque Islamique de Développement, Yacine Fal, Représentante Résidente de la Banque Africaine de Développement, Rémy Rioux, Directeur Général de l'Agence Française de Développement et Dominique Laresche de TV5Monde. Merci.

Séance inaugurale :

Yacine FAL, Représentante Résidente, Banque africaine de développement
Bandar M. H. HAJJAR, Président du Groupe Banque Islamique de Développement
Rémy RIOUX, Directeur général de l'Agence Française de Développement

Modératrice : Dominique LARESCHE, TV5MONDE

Dominique LARESCHE : Merci monsieur le Président. Chères excellences, Mesdames et Messieurs, chers amis, au nom de TV5 Monde, je suis ravie d'animer cette première discussion autour du monde arabe, de l'Afrique et de la France.

L'Afrique est une terre d'émergence et de croissance, attirant beaucoup d'investisseurs, mais elle doit faire face à de nombreux défis, notamment celui de l'explosion démographique.

En effet d'après les prévisions, en 2050 un quart de la population mondiale vivra sur le continent africain. Cette population, par ailleurs très jeune (plus de la moitié de la population africain a moins de 25 ans), vivra massivement en ville, avec un africain sur deux en zone urbaine.

Cette population sera très lourdement impactée par le changement climatique, ce qui ne facilite rien. L'Afrique doit donc faire face à un défi absolument inédit dans le monde et dans l'Histoire. Comment construire avenir commun ? Comment faire en sorte que travaillent ensemble le monde arabe, l'Afrique, et la France ? Voici ce dont nous allons parler aujourd'hui.

Aujourd'hui, l'Afrique n'a plus envie d'être regardée d'en haut et cela se comprend aisément, mais pour aller vers une relation de partenariat, largement plébiscitée, dans quel état d'esprit faut-il aborder le continent, Yacine Fal ?

Yacine FAL : Bonjour à tous. Vous avez résumé les éléments essentiels, à savoir les défis démographiques et la problématique d'accélération des transformations sur le continent, visant à permettre à la population présente et future, d'accéder aux services de base, au développement, aux emplois, moyennant la mobilisation des ressources nécessaires à cette transformation.

Vous avez également mentionné un troisième élément, fondamental, le partenariat. Ce partenariat existe déjà, et nous en trouvons une bonne illustration dans le panel présent autour de cette table. Nous entretenons notamment des relations de coopération avec la Banque Islamique de Développement et l'Agence Française de Développement. Nous finançons des projets ensemble, réalisons beaucoup d'activités en commun.

Dans une logique d'accompagnement des partenaires à travers le monde, la Banque africaine de développement a fixé cinq priorités liées à ces défis, dans un horizon à 2020.

- éclairer l'Afrique, apporter l'énergie,
- nourrir,
- industrialiser,
- intégrer,
- améliorer la vie des populations africaines.

Nous disposons de dix milliards de dollars, sur les 160 milliards de dollars par an que ces priorités requièrent. Des partenariats avec tous les acteurs sont donc nécessaires pour combler ce déficit de ressources. Les partenaires traditionnels, institutionnels ne permettant plus de relever ces défis, il nous faut mobiliser les investissements d'acteurs et d'opérateurs africains, et les investissements privé extracontinentaux.

Dominique LARESCHE : Rémy Rioux, comment aborder cette relation de partenariat ? Ce n'est plus seulement le Nord qui tend la main vers le Sud, mais aussi le Sud qui a des choses à apporter au Nord. Dans cette relation de partenariat, que peut apporter l'Afrique ?

Rémy RIOUX : L'expression tendre la main est emblématique de ce moment de bascule. Depuis la crise financière et même avant cela, depuis la crise pétrolière, nous assistons à l'émergence du Sud qui représente plus de 50 % du commerce mondial. Cette tectonique a des conséquences très fortes sur la gouvernance internationale.

Même si les pays du Sud et du Nord n'ont pas les mêmes points de départ, et n'empruntent pas les mêmes chemins, nous nous sommes tous engagés dans le même agenda en termes de développement durable suite à la prise de conscience de 2015 (COP21).

Cela change très profondément la politique de développement que nos trois institutions servent, et qui doit être envisagée comme un dialogue d'expériences. Nous sommes ceux qui doivent animer, financer, appuyer ce dialogue avec l'expérience française de développement. C'est à ces fins que nous avons bâti notre belle alliance avec la Caisse des Dépôts et Consignations, qui exprime et finance depuis 200 ans notre propre chemin de développement.

Je crois, du reste, beaucoup au rôle de nos institutions. Ces instruments publics, plus patients, prennent de la force, à l'instar des banques multilatérales, ainsi que les émergentes banques nationales et régionales de développement.

Nous avons fondé, il y a six ans, the International Development Finance Club (IDFC), où vous retrouvez l'AFD, la Caisse des dépôts, la KFW allemande, bientôt la Cassa depositi italienne, ainsi que toutes les grandes banques, la DBEF brésilienne, la DBSA sud-africaine, la China Development Bank etc.

Dominique LARESCHE : Dr. Bandar Hajar, tout le monde, y compris les pays du Golfe, se dispute l'Afrique. Comment la Banque Islamique de Développement peut-elle s'inscrire dans ce partenariat ?

Dr. Bandar Bin Mohamed HAMZA HAJJAR : La Banque Islamique de Développement comprend 57 pays dont 26 sont en Afrique. Depuis qu'elle a été fondée, en 1955, la Banque Islamique de Développement a consacré 21 milliards à l'Afrique.

Cependant cela ne suffit pas, bien sûr. Face aux défis inédits dont nous avons parlé, nous n'avons pas seulement besoin de fonds, mais également d'opportunités pour le secteur privé. C'est pourquoi nous avons besoin de nouveaux partenaires que j'appelle développeurs, comprenant non seulement les partenaires gouvernementaux et privés, mais également dans la société civile, les académies, les centres de recherches, etc.

Les locaux d'origine de la Banque Islamique de Développement sont installés à Djeddah. Nous entreprenons maintenant une dynamique de décentralisation pour donner plus d'influence à ces centres, afin qu'ils connaissent le succès.

Il faut aider l'Afrique à diversifier son économie, notamment en soutenant les projets des petites et moyennes entreprises. L'agriculture emploie 80% de la main d'œuvre. Comment transformer ces défis en opportunités qui puissent bénéficier à tous ? Voilà le rôle du secteur privé.

D'autre part, tous les projets sont implémentés sur la base d'un seul, le projet individuel à petite échelle, qui n'a aucun impact majeur sur le développement. C'est pour cette raison que nous devons composer des chaînes de valeur, des solutions holistiques, sans nous concentrer sur un unique composant, ce qui nécessite évidemment la coopération de tous les partenaires.

Dominique LARESCHE : Nous voyons que parmi tous ces défis, liés aux questions d'organisation, de transports, d'accès à l'alimentation, à l'eau, à la limitation des déchets, certains relèvent de l'État tandis que d'autres relèvent du secteur privé. Comment trouver un équilibre, Yacine Fal ?

Yacine FAL : L'équilibre est moins à propos que la répartition, dans la nécessité incontournable de mobiliser tous les acteurs. Les défis touchent des domaines tellement vastes que les partenariats doivent être les plus étendus possibles. Tous les groupes doivent contribuer.

Aujourd'hui, en ce qui concerne les États, au niveau national, régional et multilatéral, il n'est plus possible de prendre en charge et de diriger les actions qui sont à prendre. Les ressources doivent émaner de tous ces acteurs. Nous sommes actuellement en discussion dans le cadre du Compact With Africa, piloté par le G20 sous présidence allemande, qui couvre ces domaines, et fixe des piliers de priorités.

Trois piliers sont à prendre en compte pour réaliser ces objectifs :

- la mise en place de politiques et stratégies publiques,
- la mobilisation des ressources,
- l'établissement d'un environnement des affaires supporté par un secteur financier qui permette à ces groupes de catalyser leurs ressources.

Dans ces discussions, il n'est paradoxalement pas mention d'aides ni de financements supplémentaires, mais d'établissement d'une plate-forme de partenariats, de partage d'expérience, de connaissance, de cartographie des problématiques.

Bien que conscients du fait qu'ils ne recevront pas plus de ressources financières, les pays ont intérêt à jouer le jeu de la mobilisation à l'instar des sept premiers identifiés dans le cadre de Compact with Africa (l'Éthiopie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Rwanda, la Tunisie et le Maroc).

Dominique LARESCHE : Rémi Rioux, comment faire en sorte que le secteur privé et l'État puissent faire concorder leur efforts et travailler ensemble, sachant que les investissements et les bénéfices des uns et des autres n'ont pas toujours la même durée ?

Rémy RIOUX : Il faut conserver un effort public et accélérer les investissements privés. La situation de l'Afrique est très diverse. Un certain nombre de territoires restent pris avec leurs populations, dans des trappes à pauvreté et à vulnérabilité, qui interdisent de s'en remettre uniquement au secteur privé. Dans les problématiques de développement, le public conserve un rôle important dans de nombreuses situations.

Néanmoins, dans beaucoup de pays africains, de fortes dynamiques de développement sont en cours, depuis une quinzaine d'années. De nouveaux investisseurs et acteurs se tournent vers ces pays. Pourtant, les marchés financiers et le fonctionnement de l'économie connaissent encore des défaillances, et nos institutions sont très fortement interpellées et sollicitées en la matière.

L'aide au développement est une goutte d'eau comparée aux sept mille milliards de dollars de ressources fiscales domestiques des pays africains. Comment donc faire un meilleur usage de ces cent cinquante milliards, dans les situations les plus difficiles, et plus largement, comment mobiliser les investissements privés vers les infrastructures et les services de base ?

Nous développons, à ces fins, un certain nombre d'instruments, tels que Proparco, qui fête aujourd'hui ses 40 ans d'expérience, d'investissements, de fonds propres, de prêts, de garanties, pour accompagner le secteur privé des pays du Sud. Nous mettons en place de nouveaux instruments de garantie, créons un fonds de 600 millions d'euros pour le financement des infrastructures entre l'AFD et la Caisse des Dépôts. Tous nos collègues des autres banques de développement se mobilisent par ailleurs, pour consolider une dynamique qui demeure fragile à ce jour.

Dominique LARESCHE : Comment faire pour qu'il y ait une répartition équilibrée entre les aides publiques au développement et les investissements privés sur le continent africain ?

Dr. Bandar Bin Mohamed HAMZA HAJJAR : Le problème ne réside pas dans le financement qui existe et appartient au secteur public. Le problème réside dans les risques propres au secteur privé. Il nous faut parvenir à réduire les risques dans ces pays et à créer un environnement favorable aux investissements.

Nous devons donc faire évoluer les règles et législations en Afrique pour garantir la qualité des projets et libérer les investissements, qui permettront de retrouver la croissance et les opportunités d'emplois.

Il est triste de constater que le volume d'exportation entre l'Afrique et le monde arabe est très faible. Il est de 5.3 % des pays arabes vers l'Afrique et d'un peu plus de 6 % de l'Afrique vers les pays arabes. Il nous faudrait rejoindre les 20 %. Nous avons une rencontre à Rabat afin de construire des ponts entre le Maroc et le monde arabe et de discuter des difficultés mises en jeu. Un milliard de dollars pourrait être investi dans 20 projets de PPP, à l'instar de l'aéroport de Médine. Ce n'est pas une vision nouvelle. La Turquie est notamment très avancée sur ces sujets.

Dominique LARESCHE : Merci à vous d'être venus pour cette première table ronde. Nous allons maintenant parler de financements et d'investissements.

Table ronde

« Financement et investissement »

Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe de BMCE Bank

Jean-Michel HUET, Partner chez BearingPoint

Bruno METTLING, Directeur général adjoint d'Orange, Président-directeur général d'Orange Afrique et Moyen Orient, Co-Président d'AfricaFrance

Sev VETTIVETPILLAI, Managing Partner chez The Abraaj Group

Lionel ZINSOU, Co-Président d'AfricaFrance et ancien Premier Ministre du Bénin

Modératrice : Line RIFAI, France 24

Line RIFAI : Bonjour à tous. Bienvenus dans cette table ronde consacrée au financement et à l'investissement, que j'anime donc au nom de France Médias Monde et notamment France 24.

Je présente les intervenants : Brahim Benjelloun-Touimi, Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe de BMCE Bank, Jean-Michel Huet, Partner chez BearingPoint, Bruno Mettling, Directeur général adjoint d'Orange, Président-directeur général d'Orange Afrique et Moyen-Orient, Sev Vettivetpillai, Managing Partner chez The Abraaj Group, Lionel Zinsou, Co-président d'AfricaFrance et ancien Premier Ministre du Bénin.

Quand on parle d'investissement en Afrique, on pense bien sûr à l'urbanisation dont nous avons beaucoup parlé, on pense aux immenses projets d'infrastructures nécessaires dans les villes. On pense aussi aux IDE (investissements directs étrangers) et à la capacité des pays d'attirer ces IDE, représentés par les grandes entreprises, les multinationales et les usines.

On concentre donc l'attention sur le capital physique au détriment de l'essentiel, à savoir l'investissement en capital humain, dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Ces investissements sont primordiaux en Afrique subsaharienne ainsi que dans de nombreux pays arabes pour gérer, dans les décennies à venir, ce qu'on appelle les dividendes démographiques, afin que la croissance démographique actuelle puisse engendrer une croissance économique durable.

Les perspectives d'investissement sont nombreuses en Afrique. Dans quels secteurs se trouvent-elles principalement ? Les matières premières et les grands projets pharamineux sont-ils seuls concernés, ou investit-on également dans l'éducation, la santé et le capital humain ?

Lionel ZINSOU : Bonjour à tous et merci. La question que vous posez est fondamentale. Tous les secteurs sont concernés et l'Afrique n'est pas une addition du phosphate, du pétrole, du cacao et du coton. Il s'agit d'une économie plus complexe, basée sur le secteur tertiaire des services, qui est de loin le plus important en termes d'emplois.

L'Afrique est un continent beaucoup plus industrialisé qu'on ne le croit, comme en témoignent les intervenants de cette journée. Le premier secteur est l'agroalimentaire, la transformation des produits bruts. Il ne s'agit pas nécessairement d'une industrie de grandes usines, bien qu'elles existent. Il s'agit également d'une industrialisation de tous les jours, dans un secteur très informel en évolution très rapide, ou encore d'une industrialisation qui sort de l'agroalimentaire (matériaux de construction, secteur secondaire en plein développement). La transformation du manioc, par exemple - qui est très important dans l'Afrique subsaharienne de par sa qualité de calorie la moins chère du marché - en farine, en tapioca, puis en alcool puis en amidon, commence par le maniement manuel de la meule puis aboutit dans la chimie de la production amylicée.

Dans le temps d'une génération, l'Afrique accueillera 500 millions d'urbains supplémentaires, c'est-à-dire plus qu'il n'y a d'Européens aujourd'hui, et beaucoup plus qu'il n'y en aura dans 25 ans.

L'économie africaine est également beaucoup plus diversifiée qu'on ne le pense. Au Bénin, pays qui est généralement associé à la culture du coton, l'agriculture représente 28 % du PIB, tandis que le coton représente 10 % de la production agricole. Le niveau d'investissement y est élevé, avec 25 % d'investissements sur les PIB en moyenne période, sur les vingt dernières années, dont cinq points de flux d'investissements directs étrangers.

Il est donc important de souligner le caractère endogène de l'investissement. L'attractivité, la gouvernance en progrès, sont souvent perçues comme vouées à accueillir les flux directs étrangers, qui ont, il est vrai, été multipliés par 5 en dix ans. Pourtant, ils représentent moins du quart de l'investissement. À cet égard, l'économie africaine respecte les lois de l'économie mondiale. Toutes les croissances sont endogènes.

La question centrale est donc de savoir si les entreprises sont capables d'investir dans leur pays, puis dans leurs ensembles régionaux, puis d'une partie de l'Afrique vers l'autre. Nous pouvons répondre à cette question. Heureusement, cette dynamique est en réalité irrésistible.

Nous accueillons avec enthousiasme le fait que le Maroc, dont le nom signifie l'Ouest, devienne enfin membre de la CÉDÉAO, qui est la confédération des pays d'Afrique de l'Ouest. La Tunisie fait également acte de candidature, ce qui est une excellente nouvelle.

Le marché africain va devenir un vrai marché unique de 350 millions de consommateurs, représentant en termes de pouvoir d'achat et de PIB, une grande puissance dotée d'une dynamique de croissance très forte. C'est un séisme qui va impacter toutes les anticipations rationnelles des investisseurs.

L'Afrique est aussi le seul continent qui n'est pas financé. Le total des actifs financiers - à savoir le total des bilans bancaires, des obligations et des actions - de l'Afrique est égal à une fois le PIB, tandis qu'il représente dans le monde à quatre fois le PIB. Le crédit représente moins de 20 % du PIB.

Même si le système financier du continent rattrape actuellement son retard, l'effort d'investissement du continent est très largement de l'autofinancement. Contre-intuitivement, le rendement du capital du continent est le plus élevé. Bien que les bourses de valeurs se soient énormément développées, les États sont très mal financés, ce qui est visible au niveau des arriérés de paiements et des dettes intérieures.

Mais les Etat sont mieux financés que le secteur privé. Les petites et moyennes entreprises n'accèdent ni à du crédit pour le fonds de roulement, ni à du crédit pour l'investissement. Les ménages sont les plus mal traités. Le plus grand emploi du système bancaire mondial est de financer le logement. Or, on ne sait pas financer le logement par le crédit, en Afrique subsaharienne. La conscience que le monde a de ces enjeux est à la racine d'une révolution financière qu'il est urgent d'accompagner.

Line RIFAL : Quel rôle le Maroc et les banques peuvent-ils jouer pour faciliter les investissements arabes, nord-africains dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, et les diriger vers les secteurs porteurs?

Brahim BENJELLOUN-TOUIML : Bonjour et merci. En Afrique de l'Ouest, nous représentons entre un quart et un tiers des dépôts, des guichets, des bilans... Nous sommes réunis pour réfléchir à l'avenir commun de l'Afrique, du monde arabe et de l'Europe. Une approche extrêmement novatrice est nécessaire. Nous nous y essayons à la mesure de nos modestes moyens, puisque nous ne sommes en définitive qu'un groupe bancaire de 30 milliards de dollars, dont 18 milliards de prêts, de dépôts et de crédits. C'est vrai que nous sommes présents dans une vingtaine de pays en Afrique, une douzaine en Europe, nous sommes une des sept banques panafricaines considérées par le FMI, mais nous restons une banque régionale, plus sûrement africaine que marocaine.

D'abord : il faut donner une âme à la finance. Donner une âme, c'est donner un sens. Géographiquement, cela se traduit par la mutualisation des efforts impulsés en Afrique, dans le monde méditerranéen, ainsi qu'en Europe. Donner un sens à travers la recherche d'une finance à impact positif. Il ne suffit pas de rechercher à financer des secteurs, il faut d'abord chercher quels impacts nous essayons de leur conférer. Une approche holistique est donc nécessaire, intégrant les

facteurs environnementaux économiques et sociaux, incluant une dimension fondamentale de partage des risques. La finance islamique doit notamment être largement laïcisée.

Nous sommes dans le groupe en train d'illustrer une volonté de perspective lointaine et nous nous opposons à une vision court-termiste. Nous considérons que l'Afrique peut représenter un terrain d'expérimentation. Il ne faut pas être habité par l'enjeu de rentabilité mais au contraire, miser sur du capital patient.

Line RIFAI: Sev Vettivetpillai, quels sont donc les projets d'investissement en Afrique, quelles en sont les sources et comment ces premiers se répartissent-ils ?

Sev VETTIVETPILLAI: En tant que groupe, nous représentons onze milliards de dollars. Nous investissons dans les marchés émergents de l'Amérique latine, vers l'Afrique et le sud-est asiatique. Nous n'investissons pas dans les BRICS, à l'exception de l'Inde. L'Afrique représente trois milliards de dollars depuis quinze ans.

Selon les changements macro-économiques que l'on voit sur ces marchés, le développement du PIB va provenir des marchés émergents. Beaucoup de financiers dans le monde vont donc devoir se repositionner. On voit le développement de la classe moyenne ainsi que celui de la connectivité dans les échanges Sud-Sud. Le Moyen-Orient, la Turquie et l'Afrique vont tirer avantages des investissements chinois.

Le modèle qui s'applique n'est pas forcément le bon pour chaque région de l'Afrique. Des soins de qualité sont nécessaires. Au Nigeria, l'âge moyen est de 19 ans. Cette population très jeune a des besoins particuliers dans le secteur de l'éducation. Quant à la question de l'énergie, en 2016, sur 21 nouveaux projets, seuls 4 se situaient en Afrique subsaharienne. Les capitaux ne sont pas en cause. Il s'agit d'un problème de savoir-faire et de talent. Il faut casser les modèles actuels et se focaliser sur les besoins. Nous avons besoin des capitaux étrangers pour gérer les risques. Il manque à l'Afrique un développeur de haute qualité, contrairement au marché indien par exemple.

Line RIFAI: Cela rejoint la question des perspectives d'investissement en Afrique. Quelle image ont les investisseurs français tentés de se tourner vers l'Afrique ?

Jean-Michel HUET: En ce qui concerne les entreprises françaises, il existe un vrai enjeu associé à une vraie volonté de se tourner vers l'Afrique. Elles ne disposent cependant pas de tous les outils pertinents, en particulier les PME et les ETI qui peuvent se permettre moins de risques qu'un grand groupe. Il manque encore en France les outils pertinents d'accompagnement des PME et ETI, notamment une logique de guichet unique qui rassemblerait l'ensemble de ces outils permettant de couvrir les risques assurantiels, de non-paiement, qui peuvent être mortels pour une petite entreprise. Il manque également une banque d'exportation telle qu'elle peut exister dans certains pays asiatiques.

Il faut également intégrer l'enjeu de l'aide au développement, qui n'est pas uniquement quantitatif. Les bailleurs de fonds doivent changer non seulement les outils qu'ils utilisent, mais également ce qu'ils aident à financer. Historiquement, les grands bailleurs créés après la Seconde Guerre mondiale servaient les projets d'infrastructures.

Désormais, le digital et l'éducation, la formation des compétences, sont au cœur des enjeux de financement. Ce changement d'objet implique de prendre en compte la latence relative à la formation, consistant en un effet d'amorce de plusieurs années à anticiper. En moyenne le taux d'imposition en Afrique s'élève à 15 %, ce qui conduit à un déficit de moyens des Etats pour financer justement l'éducation.

Il est également important de prendre en compte le dynamisme du secteur privé. Une lame de fond existe au niveau des *private equities*. En 2016, 400 millions d'euros ont été investis dans des start-ups, ce qui est beaucoup plus qu'avant. Ils sont concentrés sur l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria, ce qui implique une faible concurrence pour les *private equities* dans les pays voisins, qui présentent de belles opportunités.

Line RIFAL: Lionel Zinsou, tous les secteurs sont-ils égaux face à l'accès aux financements ou les secteurs liés au capital humain ont-ils plus de difficultés ?

Lionel ZINSOU: Je ne crois pas que les secteurs liés au capital humain aient des problèmes particuliers d'accès aux financements. Des modèles économiques se sont développés autour du secteur privé pour répondre à une demande que l'État ne satisfaisait pas, notamment par les *private equities*. Dès qu'un modèle économique existe, des capitaux sont trouvés.

L'Afrique n'est pas un paradis fiscal, Monsieur Huet, c'est un enfer fiscal. Le secteur informel représente 50 % du PIB et 90 % de l'emploi. Il y a une impuissance fiscale remarquable. En 1960, la fiscalité des pays reposait encore sur la capitation romaine et la fiscalité de porte, de douane. Les exportations sont pénalisées par nos propres taxes douanières. C'est médiéval. La colonisation a été rudimentaire. C'est un cercle vicieux. Les grandes entreprises n'ont malheureusement aucune raison de sortir du secteur informel. Cela ne leur apportera ni bénéfice ni protection sociale, et leur imposera des redressements pharamineux tous les deux ans.

Il est inutile de nous donner des conseils sur la formation, la création de talents. 50 000 élèves (soit le quart) de plus que prévus ont fait leur rentrée cette année au Bénin. Nos problèmes sont inédits et dépassent la capacité des uns et des autres à nous conseiller. En matière de digitalisation, nous manifestons une formidable créativité, que nous exportons.

Line RIFAL: Comment les institutions financières et les banques s'adaptent-elles à ces économies informelles ? Comment s'articulent les différents types de financements ?

Brahim BENJELLOUN-TOUIMI : Nous devons être une banque universelle. Les articulations entre les banques conventionnelles et les institutions parabancaires doivent se réaliser avec les autres sources de financement, et dans le déploiement de tous les métiers du secteur bancaire.

Si l'on avait voulu faire l'inventaire à la Prévert de l'ensemble des sources de financement en Afrique, il eût fallu d'abord parler de la baignoire qui fuit, suivant la problématique réelle des capitaux illicites, également pertinente au regard de l'argent des migrants.

Nous préférons donc parler à la BMCE des ARE plutôt que des MRE, en raison des gisements exceptionnels de transferts qui sont à chercher en Europe. Nous sommes partie prenante d'un fond panafricain, *Amethis*. Nous avons fait faire de la micro-finance s'adressant aux petits entrepreneurs, notamment aux femmes, afin de donner de l'avantage à l'auto-emploi. Cependant, les intérêts et les coûts de fonctionnement sont élevés. Le fonctionnement de la micro-finance est différent de celui de la banque conventionnelle.

Il faut également mettre en avant le rôle fondamental des banques comme garants de la sécurité des dépôts et des flux financiers. Nous ne pouvons pas laisser exister une cannibalisation de ces flux par d'autres services financiers.

Line RIFAI : Bruno Mettling, quelles sont les perspectives d'investissement dans le secteur des télécommunications ? La concurrence entre les grands groupes est-elle rude ?

Bruno METTLING : Le secteur des télécommunications est sans doute celui qui a le plus contribué récemment au développement de la croissance africaine. Le GSMA, structure qui regroupe tous les opérateurs mondiaux, estime que les investissements annuels, de ce secteur en Afrique, va être d'une vingtaine de milliards de dollars par an dans les quatre prochaines années.

D'autre part, de grands opérateurs se retirent ou hésitent à se tourner vers un certain nombre de pays en raison du supplément d'investissement nécessaire qui représente un effort considérable, puisqu'il faut passer de la connectivité, du transport de la voix et des datas, au financement des nouveaux usages attendus des populations. Dans un certain nombre de pays, le cadre réglementaire, régulateur, fiscal, nécessaire pour des investissements de 15-20 ans (réseau de fibre optique), présente une insuffisante stabilité. Il faut tout de même souligner que le secteur numérique, en particulier celui des télécommunications, sera déterminant dans la croissance africaine des prochaines années.

Line RIFAI : Quelle est l'importance de poursuivre le développement du réseau des télécommunications pour aider au financement des investissements, en dépassant le cadre exclusif télécommunications des ?

Bruno METTLING: Entre un tiers et un quart des Africains ont un accès à l'eau, tandis qu'ils sont un sur deux à être en possession d'un mobile aujourd'hui. Cette interface fondamentale a franchi le milliard de mobile en décembre 2016 ; nous franchirons le milliard de tablette en 2021. On peut décliner huit ou dix politiques nouvelles, notamment gouvernementales. Des outils très simples permettent d'éviter que les nouveaux enseignants parcourent des centaines de kilomètres pour remplir des formulaires. Le mobile permet de répondre à un déficit d'infrastructures physiques.

Line RIFAI: Je vous remercie. Nous laissons à présent la place au débat suivant.

Table ronde

« L'agro-industrie, voie royale vers le développement de l'Afrique ? »

Jean-Marie ACKAH, Président de la Société Ivoirienne de Production Animale et de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire

Slim OTHMANI, Président du Conseil d'Administration de NCA-Rouiba

Karim Lotfi SENHADJI, Directeur général d'OCP Africa

Alexandre VILGRAIN, Président-directeur général de Somdiaa et Président du CIAN

Modérateur : Jean-Pierre BORIS, RFI

Jean-Pierre BORIS : Bonjour, je suis ravi de vous accueillir au nom de France Médias Monde pour cette dernière table ronde de la matinée. Quatre acteurs de l'agro-industrie africaine ont accepté de débattre autour de cette question : « L'agro-industrie, voie royale vers le développement de l'Afrique ? »

L'agriculture, en effet, est un point-clé en Afrique, et soulève beaucoup de problèmes. C'est un gros importateur de matières premières agricoles. L'Égypte est le premier importateur de blé au monde ; le Sénégal et le Nigeria sont parmi les plus gros importateurs de riz. La Côte d'Ivoire est le premier producteur exportateur de cacao, l'Afrique du Sud et la Zambie peuvent être considérées comme les greniers à céréales de l'Afrique australe. Cependant, seule une petite partie de ces produits d'Afrique y sont transformés puis réexportés.

Tout récemment, le Rwanda a accueilli un investissement de 120 millions de dollars d'une entreprise nigériane, pour transformer des pommes de terre en chips ou en frites, et les exporter au Moyen-Orient. Nous voilà donc au cœur de ce qui pourrait être demain, l'un des piliers du développement de la croissance de l'Afrique.

Je vous présente les intervenants : Jean-Marie Ackah, Président de la SIPRA (Société Ivoirienne de Production Animale) et de la CGECI (Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire), Slim Othmani, Président du Conseil d'Administration de NCA-Rouiba, Karim Lotfi Senhadji, Directeur général d'OCP Africa, Alexandre Vilgrain, Président-directeur général de Somdiaa et Président du CIAN.

Alexandre Vilgrain, en quoi vous-même et votre entreprise contribuez-vous au développement de l'agro-industrie en Afrique ?

Alexandre VILGRAIN : Merci, bonjour à tous. Nous avons des plantations de canne à sucre et nous transformons ces cannes à sucre en sucre. Nous produisons ainsi de la valeur ajoutée, passant directement de la fourche à la fourchette.

Il y a encore en Afrique, environ 50 millions d'hectares de terres arables, et selon l'AFAO, entre 40 et 50 millions d'hectares de terres à développer. Les rendements agricoles sont très faibles, de l'ordre de la tonne sur le maïs, par exemple, tandis que la norme se situe autour des dix tonnes et que le record mondial est établi à 32 tonnes. L'Afrique possède en outre, sans aucun doute, les meilleurs paysans du monde.

Or, la confiance est ce qui produit d'abord la richesse. La confiance dans l'acheteur, dans le stockage, dans le banquier, en un mot, tout ce qui construit le cadre réglementaire, va permettre au paysan de renouveler son action.

Jean-Pierre BORIS : Slim Othmani, de quelle manière votre entreprise contribue-t-elle au développement de l'agro-industrie en Algérie ?

Slim OTHMANI : Merci. Nous étions fortement connectés à l'amont agricole, depuis 1966 jusqu'à la fin des années 80. Au début des années 90, des décisions administratives, de taxation des produits de la terre, ont eu un impact extrêmement fort sur le fonctionnement de l'industrie agro-alimentaire algérienne, et ont déconnecté l'amont agricole.

Suite à cette décision, beaucoup d'opérateurs algériens ont revu leur modèle en s'inspirant du modèle international. Nous avons ainsi découvert que la chaîne de valeur de l'agro-alimentaire a été décomposée entre celui qui produit et celui qui transforme pour la destiner au monde de l'industrie. Un échelon intermédiaire s'est alors interposé entre l'industriel et l'agriculteur. Nous avons pu acheter à l'international les matières premières qui nous ont permis de fonctionner.

Dès lors, notre contribution n'est pas suffisamment positive, mais nous accompagnons et encourageons certains investisseurs dans l'activité intermédiaire. Le gouvernement a également montré de nombreux efforts en ce sens.

Jean-Pierre BORIS : Monsieur Senhadji, en quoi votre industrie contribue-t-elle au fonctionnement de l'agro-industrie africaine ?

Karim LOTFI SENHADJI : Bonjour à tous et à toutes, je voudrais d'abord remercier l'IMA pour son invitation. Le groupe OCP est un leader mondial convaincu depuis longtemps du potentiel agricole de l'Afrique. Depuis un an, la décision a été prise de créer une filiale nommée OCP Africa, dont la principale mission est de contribuer à la promotion de l'agriculture en Afrique.

Nous travaillons de sorte à permettre de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture plus moderne, durable et créatrice de valeur. Nous avons basé notre stratégie sur quatre piliers majeurs :

- la production,

- la logistique,
- la distribution,
- la recherche et le développement.

Nous mettons l'agriculteur africain au cœur de notre vision. La plupart d'entre eux n'ont pas les bonnes pratiques agricoles. Nous devons les informer sur les types d'engrais à utiliser, les moments propices à la plantation. Nous intervenons également au niveau des débouchés, en aidant les agriculteurs à avoir accès aux marchés, pour placer leurs produits au bon moment. Il ne s'agit pas simplement de faire en sorte que la productivité augmente.

Le Maroc possède des ressources importantes en phosphate mais nous mettons en place des partenariats avec l'Éthiopie et le Nigeria qui eux, possèdent des ressources en gaz et en potasse. Nous construisons ainsi, à horizon 2022, une plate-forme d'engrais en Éthiopie, qui aura une capacité de 2,5 millions de tonnes par an et sera alimentée par du phosphate marocain sous forme d'acide phosphorique.

Jean-Pierre BORIS: Jean-Marie Ackah, comment contribuez-vous au développement de l'agro-industrie ivoirienne ?

Jean-Marie ACKAH: Bonjour à tous. Je suis opérateur en Côte d'Ivoire, dans la filière agricole, à travers une société qui est une intégration complète de la filière agricole depuis l'amont, jusqu'à l'aval (transformation des volailles).

Nous avons un impact sur le système agricole, premièrement parce que nous sommes de gros utilisateurs de matières premières agricoles, en lien direct avec les productions. Par notre activité d'élevage, nous faisons vivre des milliers d'agriculteurs. Nous apportons les intrants, ainsi qu'un encadrement technique, assurant le débouché des productions que nous reprenons sur des bases contractuelles bien établies.

Notre filière est donc un bon exemple de la manière dont l'agriculture peut être une base structurante de l'économie. Nous avons nos propres activités liées à la filière (abattage de volaille, usine de production de nutrition animale), et sommes également des donneurs d'ordres pour toute une gamme d'activités (fourniture d'acides aminés, emballages...). Notre filière se trouve ainsi au carrefour du monde agricole et industriel, carrefour qui rejaillit sur l'ensemble de l'écosystème national.

Jean-Pierre BORIS: On sait que la Côte d'Ivoire connaît une croissance très forte en ce moment. Participez-vous à cette croissance du PIB ivoirien sur le plan agro-industriel ?

Jean-Marie ACKAH: Oui, notre activité connaît une croissance soutenue, supérieure à 10 %, plus forte même que celle du pays, du reste remarquable, 8 à 9 % depuis 7 ans.

Notre filière connaît une croissance plus soutenue du fait de l'accroissement démographique et de la très rapide urbanisation d'une population jeune, ayant de nouveaux modes d'alimentation, auxquels répondent les produits que nous proposons.

Jean-Pierre BORIS: L'avenir d'une filière industrielle comme celle que vous dirigez n'est-elle pas de s'intéresser à des marchés extérieurs, de viser l'exportation ? Cette ambition existe-t-elle et n'est-elle pas nécessaire pour tirer la production agricole, agro-industrielle et finalement, le pays ?

Jean-Marie ACKAH: Oui, ce que l'on décrit sur la Côte d'Ivoire s'applique à l'ensemble des pays. Nous développons nos activités à l'exportation principalement sur les intrants, puisqu'il existe des contraintes, des freins au développement de ce commerce à l'export dans notre sous-région. Nous travaillons sur des produits sensibles qui demandent des circuits logistiques performants. Pour contourner cela, nous nous appliquons à dupliquer le modèle dans d'autres pays de la sous-région.

Jean-Pierre BORIS: Lesquels ?

Jean-Marie ACKAH: Nous venons d'ouvrir une filiale au Burkina Faso, nous préparons l'ouverture d'une prochaine filiale. Dans chacun de ces pays, il existe tout ou partie de ces facteurs de production. Plutôt que d'exporter des produits finis, il nous paraît plus judicieux d'initier des productions sur place en mettant à profit notre expérience de la conduite de ces activités dans notre environnement, et en exploitant les ressources disponibles localement.

Jean-Pierre BORIS: Monsieur Othmani je vous vois réagir...

Slim OTHMANI: Les business models ont changé. Nous ne devons pas nous imaginer l'Afrique d'aujourd'hui comme l'Europe des années 70. Les hommes politiques n'ont pas conscience du fait que les business models ont évolué. Le monde est ouvert depuis que l'accès à l'information s'est démocratisé avec internet. Une personne ayant une idée de service va chercher les meilleures conditions et les coûts les plus intéressants pour le mettre à disposition du consommateur final, ce qui n'implique pas nécessairement une fabrication locale.

En Algérie, il s'est produit dans mon secteur, celui des boissons, un phénomène représentatif de la situation nationale. Ce secteur comprend près de 1 500 opérateurs, qui couvrent 40 fois la taille du marché installé, les politiques généreuses du gouvernement en terme d'avantages fiscaux, ayant généré un rush vers tous les secteurs d'activité perçus

comme faciles d'accès, et au nombre desquels figure celui des boissons. Cette explosion d'outils industriels est un gaspillage d'argent dans nos pays.

Jean-Pierre BORIS: Est-ce à dire que vous ne croyez pas à l'agro-industrie africaine ?

Slim OTHMANI: Je ne crois pas au modèle promu sur le continent africain, il faut prendre du recul. Je crois en la première transformation de la matière première vers le secteur industriel ou le marché de bouche, mais je ne crois pas en la multiplication d'usines destinée à absorber la main d'œuvre.

Karim Lotfi SENHADJI: Je ne partage pas l'avis de mon collègue. Il suffit de voir les chiffres sous une perspective macroscopique. En 2050, nous franchirons la barrière des neuf milliards d'êtres humains, correspondant à une augmentation de 35 % de la population mondiale. Parallèlement, les terres arables décroîtront de 25 % en termes d'hectares par habitant. Les pays émergents tels le Brésil, la Chine et l'Inde verront, en outre, changer leurs pratiques alimentaires. Toutes ces données convergent vers la nécessité de doubler la production mondiale de grain.

L'Afrique possède plus de 60 % des terres arables non exploitées, et 80 % de sa population travaille dans l'agriculture. Puisque l'Afrique devra s'auto-suffire, pourquoi transformer à l'extérieur quand il est possible de transformer sur place ? Pourquoi la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, ne transforme-t-elle que 20 % de sa production ? Même chose pour la noix de cajou. On ne peut pas laisser la valeur ajoutée être produite à l'extérieur du continent.

Slim OTHMANI: Je me réfère à l'industrie de première transformation, dans laquelle s'insère la transformation du cacao et de la noix de cajou. En revanche, nous n'allons pas multiplier les outils industriels, il faut optimiser l'usage de nos rares ressources. On peut créer de l'emploi différemment, à travers le modèle digital, et la jeunesse n'aspire qu'à ça. Or les services sont le parent pauvre des systèmes fiscaux et incitations fiscales en Afrique.

Alexandre VILGRAIN: L'Afrique est un marché, il faut répondre à ce marché, en se spécialisant. Chaque pays ne peut pas tout faire. Il vaut mieux faire du jus de tomate au Sénégal qu'au Gabon. L'agro-alimentaire en Afrique compose un puzzle, dans lequel le marché international joue un grand rôle. Le rôle du politique est de protéger son marché.

Le Ghana et la Côte d'Ivoire totalisent 60 % du marché mondial de cacao (20 et 41%). Aucun pays n'a une telle puissance sur un marché. La Côte d'Ivoire exporte 70 % de son cacao sans transformation. Elle transforme la quasi-totalité du reste en nappage et en beurre de cacao, qui ont très peu de valeur ajoutée, et ne transforme qu'une infime partie en chocolat. La noix de Cajou est produite à 50 % en Afrique, payée de façon misérable à ses producteurs - 1 euro tandis qu'elle est vendue entre 10 et 15 euros dans nos contrées. Ce produit est transformé au Vietnam et en Inde, où il concurrence la propre production de ces pays. L'Afrique perd toute la valeur ajoutée. Que faire ?

Jean-Marie ACKAH: Je rejoins ce qui a été dit. L'Afrique possède les terres et les bras. Les financements ne sont pas les moyens les plus difficiles à conquérir. L'Afrique doit s'appuyer sur l'agroalimentaire pour assurer son industrialisation, son développement, et créer des emplois sains et durables et de la valeur ajoutée. Le gouvernement ivoirien a écrit un plan de développement en ce sens, en faveur de l'industrialisation, qui passe par le secteur agro-alimentaire et la transformation des matières premières. L'agriculture est un levier pour accélérer le développement en Afrique.

Alexandre VILGRAIN: Pourquoi la réalité de l'anacarde est-elle dramatique? Le droit de porte rend la vente difficile. Les emballages sont fabriqués en Europe ou aux États-Unis. La taxation venant s'y ajouter, la noix de cajou sortant de Côte d'Ivoire est ainsi parfois beaucoup plus onéreuse que celle qui a fait le tour du monde. C'est parce qu'il n'y a pas une fiscalité dynamique, il faut la changer.

On a aussi des enjeux internationaux. Les États-Unis, par exemple, veulent supprimer leur free-trade, sur deux pays dont le Kenya, car ce dernier s'est lancé dans la valorisation de sa filière coton et refuse d'importer les t-shirts et jeans usagés provenant des États-Unis.

Nous portons donc notre propre responsabilité. Le lieu stratégique de la valeur ajoutée est déterminant pour tous les États impliqués. Ce sont en quelques sortes nos emplois contre les leurs. Comment réagiront les multinationales face à l'ultimatum, si nous refusons la configuration actuelle du processus de transformation ? Plus l'Afrique deviendra puissante, plus elle sera exigeante.

Karim Lotfi SENHADJI: C'est une question d'industrialisation et d'accès aux financements. La différence repose dans le coût final comparatif du produit passé par l'Inde et l'Europe, du fait de l'absence d'industrie locale capable d'opérer les mêmes transformations à des coûts intéressants. Le marché décide.

Le cercle vertueux doit donc prendre naissance quelque part, et cela passe par une volonté politique, une visibilité donnée aux investisseurs afin de produire de la valeur ajoutée localement, et faire en sorte que les produits africains puissent concurrencer les produits européens.

Jean-Pierre BORIS: Jean-Marie Ackah, avez-vous l'impression que les investisseurs étrangers, bailleurs de fonds s'intéressent à vos secteurs? Avez-vous déjà emprunté ou fait des appels d'offre?

Jean-Marie ACKAH: Je pense qu'en tant qu'entrepreneurs africains, nous nous intéressons d'abord nous-mêmes à ce secteur car nous pensons que les conditions sont favorables, et que ces industries ont des niveaux de technologie qui peuvent nous être accessibles. Il s'agit simplement de premières voire de deuxièmes transformations, ne nécessitant pas de technologie de pointe.

Nous observons un intérêt croissant des investisseurs et des fonds d'investissements qui ciblent en priorité les entreprises du secteur agro-industriel. L'agro-industrie est généralement complexe à gérer. Les groupes internationaux peuvent être freinés par la nécessité d'adosser l'approvisionnement de leur unité sur de petits producteurs disséminés dans la brousse. Nous appelons justement à l'établissement de partenariats entre les groupes étrangers et investisseurs et des entreprises locales qui connaissent cet environnement rural, et savent gérer les difficultés de l'accès au foncier, par exemple.

Slim OTHMANI: Nous ne savons pas financer la recherche et développement car nous ne disposons pas des marges nécessaires. Il est toutefois possible d'acquérir du savoir-faire technologique. Dans le monde occidental, des sociétés sont constituées pour offrir des services de recherche et développement aux acteurs du secteur des boissons, comme à d'autres secteurs, et me permettent d'être compétitif. Mais suis-je pour autant capable de faire évoluer mon produit localement ? Aujourd'hui, cela m'est impossible.

C'est donc au niveau des hommes qu'il nous faut focaliser les efforts. Nous devons mettre l'homme au cœur du processus, et investir dans les universités. Que ferons-nous des excédents, si les produits ne sont pas conformes aux standards internationaux ? Nous créons des problèmes inutiles, en amalgamant les notions de valeur ajoutée et la surenchère industrielle irréflechie.

Karim Lotfi SENHADJI: Aujourd'hui, le continent africain importe pour 35 milliards de dollars par an de denrées alimentaires. À ce rythme, cet indicateur rejoindra, d'ici 2030, les 110 milliards de dollars. Il est impératif que l'importation cède la place à l'investissement. Cette situation ne peut pas perdurer.

Jean-Pierre BORIS: Alexandre Vilgrain, vous contentez-vous de produire du sucre banalement ou y a-t-il une activité de recherche et développement parallèle ?

Alexandre VILGRAIN: Notre RD se trouve au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Congo. Notre recherche et développement profite évidemment à nos activités dans les autres pays où nous sommes présents.

Jean-Pierre BORIS: La protection des marchés africains par les droits de douanes à l'importation constitue-t-elle le facteur clé ?

Jean-Marie ACKAH: Je pense qu'il s'agit en effet d'une condition indispensable pour développer une production. Tous les autres pays qui ont aujourd'hui des productions fortes, puissantes, sont passés par là. Il ne s'agit pas de protéger la Côte d'Ivoire sur le blé qu'elle ne produira jamais, en raison des conditions climatiques. Néanmoins, nous pouvons produire de la volaille, du riz, du maïs, et nous ne devons pas subir la menace des autres pays producteurs. Il y a trente ans, certains pays étaient proches de l'auto-suffisance. Néanmoins, la compétitivité fut jugée trop faible et l'incitation à

l'importation a anéanti le dynamisme des productions locales. Aujourd'hui, nous comprenons que la facture est trop élevée pour le maintien d'un tel système.

Discussion avec le public

Intervenant: Bonjour, je suis journaliste. Plusieurs pays se sont inscrits dans la création de parcs agro-industriels qui n'ont pas atteint leurs objectifs. Ces modèles sont-ils réellement adaptés ?

Alexandre VILGRAIN: Il faut toujours revenir au marché, qui définit, d'une part, ce qui est productible, et d'autre part, ce qui est consommé. L'Etat doit se retirer de ces problématiques. Le paysan doit être en lien direct avec sa filière.

Intervenant: Merci, je représente l'ambassade de Zambie. L'Afrique a de belles opportunités dans l'agro-alimentaire. Quels conseils donneriez-vous aux gouvernements africains pour développer le secteur et créer des emplois ?

Karim Lotfi SENHADJI: Il est nécessaire de valoriser les PPP en premier lieu. Les gouvernements doivent également adopter et afficher une politique claire, à travers laquelle un travail en amont de la chaîne de valeur puisse conférer aux paysans, l'accès aux financements, aux inputs, aux bonnes semences et aux bons engrais, et permette de les accompagner dans leurs pratiques agricoles. Dans un temps plus long, l'industrialisation doit se mettre en œuvre pour rendre les produits africains compétitifs et exportables.

Slim OTHMANI: Trois conseils : les hommes, les hommes, les hommes. Il faut former les hommes correctement, sur l'ensemble des secteurs et pas seulement l'agro-industrie, afin d'éviter de créer un tissu économique déséquilibré.

Étienne GIROS: Bonjour, je suis le président délégué du CIAN. La compétitivité dépend très largement de l'environnement. La construction de routes, les embranchements ferroviaires, l'apport d'électricité manquante, la formation, engendrent des coûts d'investissement qui sont réhibitoires pour la compétitivité. Tant qu'une forte politique d'infrastructure de formation et de gouvernance, ne sera pas mise en place, il sera difficile de trouver de la valeur.

Stéphane DECAM: Je suis secrétaire général du CIAN. La dispersion d'engrais ajoute encore à l'acidité des terres africaines. Comment, dès lors, peut-on augmenter la productivité des terres par des apports d'engrais ?

Karim Lotfi SENHADJI: Le phosphate permet de diminuer l'acidité des terres. Les moyens ne sont pas mis à disposition du fermier africain, qui n'a accès ni à la bonne semence, ni au bon engrais. En Afrique, seuls 12 kg de

phosphate sont dispersés par l'hectare, tandis que la moyenne mondiale est évaluée à 160 kg, et que les pays européens et américains excèdent les 250 kg à l'hectare. Ces chiffres nous permettent de constater l'énorme potentiel des rendements agricoles.

En Éthiopie, où les terres sont extrêmement acides, les phosphates ont permis d'augmenter le rendement de 37 %.

Slim OTHMANI: Le Chili a 11 millions d'hectares de terres arables, 15 milliards de dollars d'exportations. En Algérie et en Tunisie réunies, on a 10 millions d'hectares de terres arables, et moins d'1.5 milliards d'exportation. On a un problème d'environnement des affaires et de gouvernance, comme le disait Monsieur Giros.

Jean-Pierre BORIS: Merci à tous les quatre, et merci à tous d'avoir suivi cette table ronde. Nous faisons place à l'Émir de Kano, ancien gouverneur de la banque centrale du Nigeria.

Keynote

S.A.R. Muhammad Sanusi II. Emir de Kano

Modérateur : Patrick Smith, The Africa Report

Patrick SMITH: Bonjour, bienvenue à tous. Nous avons l'honneur d'accueillir l'Émir de Kano, Muhammad Sanusi II, pour traiter des questions relatives à l'interface entre l'Afrique et le monde arabe. Cette semaine se tient l'assemblée générale des Nations Unies. Le Sahel va être un sujet d'actualité. Comment les différents pays et parties prenantes vont-ils lever de l'argent pour le Sahel ? Une composante très importante manque pourtant. Il s'agit de l'économie du Sahel et de ses populations.

Votre Altesse, quelles sont vos perspectives concernant le Sahel en terme de cadre économique et social, expliquant l'isolement relatif de celui-ci ?

MUHAMMAD SANUSI II: Merci de m'avoir convié à cette manifestation. Lorsque les Français parlent du Sahel, ils se réfèrent souvent aux troupes françaises qu'il faut envoyer pour combattre le terrorisme dans cette région. Ce n'est pas le point de vue des Chinois, par exemple, qui l'envisagent comme un potentiel commercial dynamique.

Le Sahel était en effet un important lieu de transit, entre l'Asie et l'Europe. Tombouctou, Kano et Katsena étaient les villes les plus riches de l'Afrique subsaharienne avant la colonisation. L'arabe y était la langue parlée il y a 600 ans. Aujourd'hui, l'anglais est devenu la langue officielle. Des millions de jeunes étudient le Coran mais sont officiellement illettrés, et n'ont de fait pas accès aux professions prestigieuses. Les horizons de l'économie modernes leurs sont limités. Une grande population marginalisée tombe alors dans les bras de certains érudits radicalisés.

Puisque la sécurité du Sahel nous préoccupe, le rééquilibrage de nos priorités culturelles est nécessaire. Il faut revenir à des questions sur la réouverture des routes du commerce. De combien de panneaux solaires avons-nous besoin ? Quelle industrie devons-nous construire ? Quelles récoltes pour combattre la désertification, ce problème environnemental qui crée la pauvreté ? Les éléments d'Histoire et d'économie doivent être pris en compte dans la discussion.

Une nouvelle pensée circule au Maroc, à travers leur expansion économique, les liens avec l'industrie du phosphate, les engrais, et les tentatives d'améliorer leurs liens avec la fraternité soufi. Le Maroc retourne à son histoire, à partir de laquelle il se reconstruit.

Il est tout à fait pertinent de considérer le Maghreb et l'Afrique comme un bloc. L'Europe s'est étendue sur les questions culturelles, qui n'étaient pas alignées, dans cette aire de révision historique. Les affinités culturelles entre le Nigeria du nord et le Maroc sont plus fortes que les liens entre la Turquie et l'Europe. Pourquoi le Maroc ne ferait-il donc pas partie de l'unité africaine ?

Patrick SMITH : Êtes-vous soucieux du nombre de plus en plus grand de personnes fuyant la région ?

MUHAMMAD SANUSI II : Un certain nombre de questions ignorées doivent être traitées. Personne n'avait accordé d'attention au fait que les ressources en eau ont cruellement diminué. Les industries sont parties, en laissant un grand nombre de chômeurs. Nous avons besoin de 3 milliards de dollars pour affronter cela. Nous consacrons auparavant 6 milliards de dollars dans des combustibles qui sont d'une importance moindre. La moitié de cette somme aurait du être consacrée à cette cause.

Les politiques sociales constituent un enjeu essentiel. La part musulmane de la population augmente bien plus vite, mais sans revenus, et souvent sans certains rudiments d'éducation. Or, la loi islamique ne permet pas de construire une famille que l'on ne peut pas entretenir. La libre interprétation religieuse aboutissant à une structure délétère doit être prévenue par l'enseignement.

Dans les 20 prochaines années nous aurons 85 millions de Nigériens entre 18 et 40 ans. Comment faire revivre l'économie de Kano pour donner des emplois à ces jeunes ? Cette crise est une occasion de transformer l'Afrique.

Patrick SMITH : Vous avez été un avocat de la modernisation de la loi sur la famille ; avez-vous un nombre croissant d'alliés dans la régions sur la même route ?

MUHAMMAD SANUSI II : C'est important pour chaque société et chaque pays du XXI siècle de regarder ce qui est convenable à son environnement. L'âge du mariage au Nigeria est devenu une question taboue, après avoir été coupée du discours mondial. Nous avons besoin d'élargir cette conversation afin d'y faire contribuer le reste des pays musulmans. Très souvent, nous écoutons les voix de dissension qui prennent avantage du changement, à l'instar de la femme nigérienne qui voit sa fille de douze ans contrainte au mariage. Le système est injuste mais nous le ferons évoluer, aussi difficile que cela soit.

Patrick SMITH : Peut-on trouver une source d'inspiration dans les progrès manifestés par le Maroc, et son programme de déradicalisation, ou encore dans la croissance économique de l'Indonésie, et de l'Asie du sud-est ?

MUHAMMAD SANUSI II : Bien sûr. Même dans le discours intégriste, plusieurs tendances et approches ont vu le jour. Tandis que certaines vues appellent à refuser l'occidentalisation, d'autres prônent un terrain commun, dans la

poursuite de la modernité qui ne doit pas être sacrifiée dans la repainte permanente de toutes les réformes aux couleurs du fondamentalisme.

Il est important que les musulmans comprennent la diversité de ces discours. Si, toutefois, les gens décident de voter pour un gouvernement islamique, il faut laisser faire. Il n'appartient pas aux occidentaux de décider quels gouvernements sont bons pour nos pays. Moi-même, je n'appelle pas à l'assassinat de Donald Trump, bien qu'il ne m'inspire aucune sympathie. Si le gouvernement que la population choisit ne tient pas ses promesses, alors elle comprendra, et votera contre lui. Voilà la véritable manière d'éprouver le potentiel démocratique d'un gouvernement. Il doit savoir répondre aux attentes de la population.

Lorsque les populations souffrent, elles cherchent des bouc-émissaires. Historiquement, l'Occident a eu l'avantage d'un leadership politique très éduqué (à l'exception de Trump), un leadership qui comprenait les implications des mouvements racialisés. Des esprits apaisés doivent dénoncer l'émergence de raisonnements fallacieux et dangereux. Le monde s'intègre et se diversifie. Toute rhétorique doit prendre en compte cette diversité.

Patrick SMITH: Quelles seraient vos priorités en tant que décideur économique ?

MUHAMMAD SANUSI II: Notre rendement agricole, au Nigeria, est de 2,2, là où il s'élève à 8 dans le monde. Il faut transformer l'agriculture pour qu'elle se conforme aux exigences de l'export. Nous devons créer des centres qui transforment localement le cuir, vendre des chocolats, investir dans le capital humain.

Patrick SMITH: Pensez-vous que la révolution informatique et robotique soit une occasion ou une menace pour l'Afrique ?

Muhammad SANUSI II: Je pense qu'il est utopique de parler de robotique dans des pays où la grande partie de la population n'est pas alphabétisée. Cela détourne l'attention. La priorité va aux thématiques agricoles. Nous ne souhaitons pas concurrencer les Américains dans la conquête de l'espace, nous voulons juste manger.

Vous parlez d'environnement, de droits animaux ? Nous parlons de survie. Il faut comprendre que les rhétoriques de New-York ne sont pas celles de Kano. Si vous venez en Afrique pour parler économie, que ce thème soit alors africain, et non américain.

Patrick SMITH: Merci infiniment Votre Altesse, c'était très enrichissant. Merci pour vos opinions très directes et très claires. Laissons à présent place à la table ronde suivante.

Table ronde

« Repenser les villes africaines de demain pour une croissance durable »

Mansour CAMA, Administrateur d'Eranove SA, Président de la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal, Président-directeur général de la Société Sénégalaise d'Investissement, Président du conseil d'administration de la Banque Régionale des Marchés

Patrice FONLLADOSA, Président-directeur général de Veolia Afrique et Moyen-Orient

Otmane HAJJI, Président de GreenYellow

Amani KHODEIR, Directrice du bureau technique du Premier Vice-Président et Secrétaire Générale du Comité Stratégique de The Arab Contractors

Anthony MALLOWS, Director, Planning and Delivery, Sustainable Real Estate de Masdar

Modératrice : Dominique LARESCHE, TV5MONDE

Dominique LARESCHE : Mesdames et Messieurs, chers amis, nous sommes réunis autour du thème « Repenser les villes de demain pour une croissance durable » ; nous avons évoqué ce matin l'explosion démographique qui attend le continent africain. L'urbanisation galopante, alliée aux difficiles problématiques du changement climatique (la désertification s'aggravant, la montée des eaux) aggrave également le manque d'infrastructure déjà patent sur le continent africain.

Eau, transports, électricité, assainissement : à quoi doit ressembler la ville de demain ? Comment concilier développement urbain et développement durable ? Où trouver le nerf de la guerre, les financements, sachant qu'aucune municipalité, aucun État n'est en mesure de financer ces investissements ?

Voilà les questions que nous allons aborder en compagnie des intervenants suivants : Mansour Cama, Administrateur d'Eranove SA, Président de la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal, Président-directeur général de la Société Sénégalaise d'Investissement, Président du conseil d'administration de la Banque Régionale des Marchés, Patrice Fonlladosa, Président-directeur général de Veolia Afrique et Moyen-Orient, Otmane Hajji, Président de GreenYellow, Amani Khodeir, Directrice du bureau technique du Premier Vice-Président et Secrétaire Générale du Comité Stratégique de The Arab Contractors, Anthony Mallows, Director, Planning and Delivery, Sustainable Real Estate de Masdar.

Mansour Cama, l'urbanisation est une chance autant qu'un grand danger. L'Afrique est-elle condamnée à une urbanisation incontrôlée ?

Mansour CAMA: Je voudrais d'abord remercier l'Institut du monde arabe. Nous sommes en effet condamnés à l'urbanisation. Si vous plongez dans l'Histoire du développement de nos villes, vous constaterez qu'une place importante est conférée à l'exode rural. De nombreux épisodes de sécheresse ont poussé les populations à quitter la campagne pour aller vers la ville. Il nous faut transformer l'urbanisation en opportunité et ne pas baisser les bras face à l'explosion urbaine.

Vous avez mentionné les problématiques d'assainissement, d'accès à l'eau, à l'électricité, les problématiques d'environnement, auxquelles s'ajoutent celles de l'éducation et de la santé. Lorsque l'on est responsable, on doit faire face aux défis.

Dominique LARESCHE: Anthony Mallows, pensez-vous que le modèle de la ville de Masdar est applicable à l'Afrique ?

Anthony MALLOWS: Bonjour et merci. Si l'on tient compte de ce qu'ont fait les Emirats Arabes Unis avec Masdar, deux caractéristiques sont importantes pour l'Afrique. La première tient au partenariat, tandis que la seconde consiste à augmenter le rendement en mobilisant moins de ressources. Le partenariat permet de construire de nouveaux centres urbains durables, tout en partageant ce savoir-faire avec les gouvernements africains.

La seconde caractéristique est d'une ampleur importante. L'Afrique pourrait nourrir le monde entier, et le développement des villes garantit une mobilité sociale pour les populations, car elles doivent consommer moins de ressources. La technologie présente, à cet égard, de belles occasions, notamment pour les trente années à venir.

Masdar n'est pas le seul modèle, mais un modèle parmi d'autres. C'est une démonstration d'optimisme et de potentiel dans la perspective d'un développement durable et pérenne.

Dominique LARESCHE: Patrice Fondallosa, pensez-vous que le digital et le numérique peuvent être une partie de la solution pour le développement urbain et durable des villes africaines?

Patrice FONLLADOSA: Bonjour et merci à l'IMA et à Jack Lang d'avoir organisé cette rencontre. Une dimension de l'enjeu démographique n'a pas été suffisamment mise en avant jusqu'ici. La rapidité que connaît cette croissance est inédite dans l'histoire de l'humanité et personne n'est préparé à une telle accélération.

Nous considérons qu'il n'y a pas lieu de se réclamer d'un afro-optimisme délirant, et nous entendons faire valoir une approche plus pragmatique. En effet, l'impact de cet essor doit être envisagé à l'horizon de trente ans. Il s'agit de formidables opportunités pour les entreprises, d'exercer leurs compétences dans les domaines de l'environnement, de l'infrastructure, et du conseil.

Veolia opère au Niger, un des pays les plus pauvres du monde. Nous y assurons la gestion de l'eau potable depuis quinze ans. Nous avons développé pour la première fois, il y a cinq ans de cela, le paiement des factures d'eau via mobile. Plus de 65 % des consommations d'eau de ce pays sont gérées directement, ce qui permet d'éviter les problèmes de recouvrement de paiement, et d'agences, par exemple, et démontre ainsi les capacités du digital.

Il n'y aura toutefois pas de duplication du modèle occidental, mais bien plutôt des solutions africaines qui seront trouvées sur le territoire.

Dominique LARESCHE : Amani Kodeir, sentez-vous, chez les chefs d'états africains, cette urgence d'urbaniser ?

Amani KHODEIR : Merci. Nous avons commencé nos travaux en Afrique dans les années 90. Sans financement approprié, nous ne pouvons rien entreprendre. Nous avons accumulé de l'expérience dans divers champs, entretenant notamment des partenariats avec des entreprises étatiques.

En Guinée équatoriale, depuis 2003, nous avons par exemple entrepris un quartier modèle complet, dans lequel nous avons construit des logements sociaux, des infrastructures, des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées. Nous avons commencé par 1000 logements de 76 m² et 17 résidences de 120 m². Ce projet s'est fait grâce au financement de l'État. Le financement doit néanmoins être associé à la planification.

Dominique LARESCHE : Otmane Hajji, avez-vous le sentiment que les États prennent véritablement en compte cette urbanisation galopante et intègrent les énergies renouvelables dans leur plan, si toutefois il en existe un ?

Otmane HAJJI : Merci pour cette invitation. Pour illustrer la problématique que vous proposez, rappelons que 70 % de la population habitera sur 2 % de la surface du globe, à l'horizon de 30 ans, totalisant 75 % de la consommation énergétique mondiale. Tout cela est exacerbé en Afrique par deux facteurs : la croissance démographique, et le manque d'accès à l'électricité, touchant 600 millions d'Africains.

Nous trouvons deux types de politiques publiques développées dans les différents pays concernés. D'une part, les plans d'urgence et les délestages problématiques pour les économies de ces pays, car les infrastructures, électricité comprise, sont une composante essentielle de la croissance, d'autre part, les solutions économiquement viables, et déployées de manière progressive, dont Masdar constitue une belle illustration.

GreenYellow est une référence dans le domaine du photovoltaïque. Or à l'horizon 2050, selon l'agence internationale d'énergie, 20 à 25 % de la production mondiale sera solaire. L'Afrique est le territoire où le gisement solaire est le plus important au monde. Pourtant, des défaillances subsistent dans les capacités d'installation. Il est particulièrement remarquable que sur les 77 GigaWatt installés, seuls 3 % l'ont été en Afrique. La démarche est néanmoins

intégrée dans les plans pluriannuels dans les différents États avec lesquels nous travaillons (Madagascar et Maurice, entre autres).

Dominique LARESCHE : Mansour Cama, le temps de l'urbanisation est-il compatible avec le temps du politique et l'agenda des chefs d'États?

Mansour CAMA : Tous les États responsables prennent en compte cette urbanisation, et bâtissent, par le partenariat public-privé, des approches qui permettent de résoudre un certain nombre de contraintes.

Nous sommes confrontés à la problématique de l'accès à l'eau. Le déficit est quasi-permanent. Les villes grandissent à une croissance exponentielle, surtout les zones péri-urbaines qu'il est important de ne pas négliger. Il faut, en outre, noter l'émergence d'une classe moyenne qui doit permettre une meilleure planification. En effet, la naissance de cités, recompose le paysage urbain qui, jusqu'ici, du fait de la colonisation, était scindé entre le plateau et la médina.

Les politiques de décentralisation, de plus en plus en vogue, permettent de transférer les responsabilités aux villes et conseils municipaux. Cette perspective s'ajoute à la prise en compte des besoins sociaux en matière d'éducation. Il est nécessaire que le transfert des responsabilités impacte en bout de chaîne le citoyen, qui doit assumer lui aussi son impact sur l'environnement.

Dominique LARESCHE : Patrice Fondallosa, nous voyons de plus en plus de micro-projets. Doit-on s'imaginer un nouveau modèle, différent du modèle européen, basé sur une fourniture d'énergie décentralisée ?

Patrice FONLLADOSA : C'est déjà le cas. Le modèle des lignes haute tension, des centrales au gaz, est complètement bouleversé par l'irruption du solaire ainsi que des start-up, qui, sur des solutions de villages, développent des capacités de stockage et rendent indépendant le développement de leur économie.

La lumière pointe maintenant un peu partout en Afrique, pas nécessairement de manière organisée, mais cela viendra avec la croissance.

Dominique LARESCHE : Anthony MalloWS, êtes-vous en accord avec la dynamique revendiquée par Patrice Fondallosa ? La fourniture d'énergie peut-elle se faire de manière décentralisée, voire désorganisée ? N'est-ce pas un danger ?

Anthony MALLOWS : Nous allons voir un nouveau paradigme qui va émerger pour livrer l'eau et l'électricité. La grande entreprise ne doit plus être l'essence du développement économique. Produire l'énergie à partir du solaire dans les

zones rurales va révolutionner le secteur énergétique. Le développement de l'espace des villes doit être pensé horizontalement et verticalement.

Dans cette nouvelle configuration, le rôle des PPP (partenariats public-privé) est primordial. Le secteur public crée un cadre à l'horizontal, tandis que l'utilisateur rejoint le privé dans la dimension verticale.

Sur le plan social, l'avantage réside dans l'apport de l'énergie, de l'eau, de villes bien conçues sur un modèle durable. Le rôle du gouvernement dans la fourniture de terres va générer un retour social sur investissement dans un modèle où la propriété des terres va apporter la santé et l'éducation. Ce modèle est donc vecteur de progrès social en se faisant le cadre d'investissements financiers.

Dominique LARESCHE: Otmane Hajji, pensez-vous que le digital va nous transporter dans un pays merveilleux où tout sera lissé ?

Otmane HAJJI: La téléphonie mobile s'est développée bien avant le fixe, qui ne se développera, par ailleurs, sans doute jamais, et dont les coûts d'infrastructures sont énormes, donnant lieu à un saut technologique. Un phénomène analogue est à attendre sur le plan énergétique, qui doit, sans transition, s'orienter vers le solaire. L'informatique va permettre de consolider cette dynamique dans une logique de combinatoire énergétique.

Dominique LARESCHE: Mansour Cama, ce modèle est-il applicable à l'accès à l'eau ?

Mansour CAMA: Il faut être prudent en ce qui concerne l'eau. Nous observons que dans les quartiers périphériques, ou zones d'urbanisations sauvages, s'il n'y pas de connexion au réseau, les gens creusent des puits et consomment l'eau non potable, ce qui constitue un problème sanitaire notoire.

C'est pourquoi l'économie, concernant l'eau, doit toujours faire droit au PPP. L'État, ayant accès à des financements à des taux bas, doit prendre en charge une partie conséquente de l'infrastructure, tandis que le privé distribue, assure la gouvernance et l'entretien. Le PPP est pour moi le modèle à adopter.

Dominique LARESCHE: Anthony Mallows, les transports ne sont-ils pas également, comme l'eau, un domaine incompatible avec trop de décentralisation ?

Anthony MALLOWS: Les défis qui se posent aux gouvernements dans la mise à disposition des infrastructures aux citoyens sont importants et requièrent des capitaux conséquents. Différents moyens et technologies sont mobilisés à Masdar et sont à l'origine d'une nouvelle urbanisation. L'infrastructure horizontale large doit être en mesure de les

interconnecter. Le citoyen a besoin de service immédiat. Le rôle du gouvernement est de relier tout cela, avec des mécanismes d'approvisionnement rapide du citoyen.

La durabilité n'est pas une mode, c'est une stratégie vitale, une responsabilité économique. Le cycle du développement urbain intégré peut aboutir à des retours sur investissements.

Dominique LARESCHE : Dans les constructions de The Arab Contractors, est-ce un postulat que vous avez intégré ?

Amani KHODEIR : Bien sûr, nous avons toujours l'ambition de mieux faire, et à moindre coût, ce qui nécessite de mobiliser les bons moyens pour obtenir la même qualité finale. Nous nous plaçons dans des perspectives qui font la part belle aux partenariats, à la technologie, et aux études modernes. Nous devons envisager les conjonctures sous un jour favorable et nous montrer optimistes, car l'Afrique est un continent d'avenir.

Dominique LARESCHE : Pensez-vous qu'il faille construire de nouvelles capitales, conçues sur mesure ?

Patrice FONLLADOSA : Nous n'avons pas à penser de magnifiques villes énergivores, dans lesquelles les populations ne sont pas désireuses de vivre. Les déplacements de populations doivent s'effectuer par eux-mêmes. Les opérateurs doivent accompagner, structurer et sociabiliser les populations installées.

La planification urbaine et les titres fonciers qui sont, dans de très nombreuses capitales, inexistantes, posent une vraie question. La croissance de la ville doit être organisée autour de la façon dont les hommes se l'approprient. La ville de Tanger, par exemple, a connu une expansion extraordinaire, du fait de la migration très forte qui a investi des terrains non constructibles, sans titre foncier. Les autorités publiques nous ont demandé, en tant qu'opérateur, d'accompagner et structurer le développement de la ville, de sociabiliser les populations installées.

Dominique LARESCHE : Anthony Mallows, vous qui avez construit une ville modèle, êtes-vous d'accord ?

Anthony MALLOWS : Non pas du tout. Je voudrais d'abord revenir sur votre précédente question, sur les transports, à laquelle je n'ai pas répondu. 26 % de l'énergie dans les villes est consommée par le transport. Pour améliorer les villes, il faut améliorer les transports.

Pour les villes, nous n'avons pas le choix, il faut les construire. Nous devons construire des villes pour être préparés à l'expansion urbaine. L'agro-entreprise, seule capable de nourrir la population mondiale, va causer une grande pression sur les villes existantes. Nous devons en construire de nouvelles, qui ne soient pas isolées mais connectées avec

les villes existantes, c'est là où le transport devient un sujet fondamental. Un système connecté doit naître grâce aux partenariats entre gouvernement et secteur privé.

Amani KHODEIR : Il faut construire des villes, et des villes durables. Le manque de planification n'est pas souhaitable, il conduit à la formation de bidonvilles. Au Caire, les villes nouvelles que nous construisons dans un esprit de planification permettent réduire les bidonvilles, en apportant eau et électricité à la population et en les habituant à bien vivre.

Dominique LARESCHE : Mansour Cama, faut-il construire une nouvelle Dakar ?

Mansour CAMA : Il ne faut pas remplacer Dakar mais la prolonger, la restaurer, la réaménager. Ma réflexion porte davantage sur les pôles économiques. Ils doivent répondre aux demandes d'une population en expansion, et tout le monde ne peut pas venir à Dakar, qui est une presque-île. Le fait de sortir de ce territoire et de décentraliser les administrations est l'amorce d'une solution. Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait que les villes doivent être des capitales économiques. Elles ne doivent pas se cantonner à leur rôle administratif. Il faut des pôles de compétences. En Afrique, la pauvreté urbaine est grandissante car nous ne parvenons pas à entretenir les populations sur leur lieu d'origine, faute d'emploi. Construire seulement pour loger est insuffisant, les villes doivent être à l'origine d'une impulsion plus large. Selon Le Corbusier, les clefs de l'urbanisme résident dans 4 fonctions : habiter, travailler, se récréer et circuler.

Dominique LARESCHE : Otmane Hajji, vous avez inventé un modèle d'aide au financement, « la petite mise de départ » étant cruciale en Afrique.

Otmane HAJJI : On a parlé ici de PPP, mais on oublie une partie importante des initiatives en ne tenant pas compte du secteur privé, qui est très à l'écoute des problématiques de compétitivité, de concurrence mondiale. GreenYellow est avant-gardiste sur ces problématiques, et intervient par des contrats et contreparties privées ? Nous « dérisquons » les projets pour le privé : il s'agit de concevoir, financer, garantir les performances et exploiter sur la durée.

Nous avons réalisé à Dakar, sur des centres commerciaux, des opérations d'efficacité énergétique, sans subventions et en générant un modèle économique viable. Ces initiatives privées sont indispensables et complémentaires aux initiatives publiques.

Dominique LARESCHE : On a vu, ces dernières années, la Chine prendre de grosses parts de marché sur l'Afrique concernant le transport, la construction d'hôpitaux ou de bâtiments destinés à l'État. Ce modèle de financement est-il le bon ?

Mansour CAMA: Je pense que la question des infrastructures est une problématique majeure pour le développement de nos pays. C'est pourquoi nos gouvernements sont très ouverts aux propositions qui permettent de solutionner les problèmes caractéristiques, en particulier la connectivité. Lier la campagne à la ville et transporter les produits agricoles nécessite des routes. Or, nous ne finançons pas assez les infrastructures, qui sont pourtant essentielles, si l'on veut donner des opportunités au secteur privé. Les financements, d'où qu'ils viennent, sont donc la condition sine qua non de la compétitivité.

Dominique LARESCHE : Amani Khodeir, vous souhaitez réagir ?

Amani KHODEIR: Nous avons beaucoup à faire en Afrique en ce qui concerne les infrastructures. L'intervention des bailleurs de fonds est inévitable autant que souhaitable. Nous avons beaucoup parlé des routes et des quartiers mais, il faut remarquer que ceux-ci sont toujours financés par la BID et la BAD. Il est de la responsabilité des États d'intégrer les bailleurs de fonds. La qualité et la durabilité, ne peuvent être assurés que le bais de la maintenance et de l'entretien, et son garanties par des bons financements, d'où la nécessité des bailleurs de fonds.

Discussion avec le public

Thierry ALBY (Alstom): Au sujet des transports, je voudrais saluer un projet en cours d'exécution au Sénégal : Dakar AIBD, avec le concours de plusieurs pays et bailleurs de fonds. C'est un business case fantastique où le politique a su anticiper assez tôt les besoins de financement, d'études, a lancé les appels d'offres à temps. Il y a d'autres villes en Afrique où les besoins sont énormes et les moyens financiers rares. Comment dupliquer le modèle de Dakar et son succès ? Faut-il d'autres solutions que le ferroviaire pour se déplacer ?

Mansour CAMA: Le modèle de transport doit être multiple. Dakar est une presqu'île, on peut aussi imaginer des transports maritimes et routiers. Une question : quelle est la part réservée à l'entreprise locale dans ces grands projets ? Si elle n'est pas prise en compte dans le développement du projet, il peut y avoir des effets pervers. Il faut une appropriation du projet par ceux à qui ils sont destinés.

Patrice FONLLADOSA: Je suis d'accord. Quand on parle de biens essentiels (eau, assainissements, énergie, transports), il faut absolument être associé à des locaux. C'est une condition de durabilité, sinon on a des effets de rejet. Il n'est plus possible de fonctionner comme par le passé, sans transferts de compétences, sans centres de formation.

Otmane HAJJL: Dans nos métiers liés à l'énergie, les transferts de compétences sont importants. On les opère avec des entreprises locales qui nous accompagnent mais aussi dans les tissus universitaires, pour construire des filières qui sont inexistantes dans ces pays, de telle sorte qu'il y ait un impact économique local maximal sur les projets publics ou même privés.

Slim OTHMANI: Je reviens au problème de gouvernance, par exemple dans la périphérie d'Alger où on reproduit le modèle des HLM des années 50 en France. En Afrique, n'est-on pas en train de payer deux fois le prix d'une ville ? Celle qui répond aux besoins actuels, et celle qu'on devra construire prochainement pour répondre à des besoins environnementaux futurs. J'ai le sentiment qu'on est en train de s'acheminer vers un surinvestissement.

Patrice FONLLADOSA: On oublie ici la question d'affordabilité. On ne fait pas deux fois des villes. Mais il va y avoir des quartiers très structurés, dans lesquels on va essayer de déplacer les populations, et puis ce que la vie fait : les regroupements familiaux, les créations d'emplois... Derrière ça, on a, ou non, des politiques publiques capables d'accompagner le développement des populations. Les populations ont-elles le moyen de se payer le service qu'on est capable de lui offrir ? C'est un problème public sur lequel l'opérateur n'est qu'un instrument d'exécution.

Pierre-Yves POULIQUEN (Suez): Bonjour et merci. Nous ne ferons pas une ville durable sans traiter les déchets, négligence qui produit 10 % des émissions de CO2 d'un pays. Des technologies adaptées sont développées chez Veolia et Suez, mais nécessitent clairement des volontés politiques, notamment chez les maires. Une incohérence complète existe pour l'instant au niveau des schémas directeurs dans les villes.

Intervenant: Nos villes ne produisent pas de valeur ajoutée. Est-il vraiment possible d'urbaniser une ville comme Bamako ? Comment trouver les richesses nécessaires à leur développement ? Ne faudrait-il pas plutôt urbaniser les villages ?

Mansour CAMA: Je ne suis pas d'accord. Nous ne pouvons pas rapatrier les populations vers les villages. L'exode rural est irréversible. Il vaut mieux créer les conditions d'accueil et de meilleures conditions de vie pour ces populations.

D'autre part, il y a de la valeur ajoutée dans nos villes. Toutes les activités développées sur le plan urbain sont génératrices de valeur ajoutée. Il faudrait mieux l'organiser d'un point de vue public, notamment d'un point de vue fiscal.

Patrice FONLLADOSA: Vous ne pouvez pas imposer un lieu de vie aux populations, à moins de vous projeter dans un régime concentrationnaire. En revanche les pouvoirs publics doivent accompagner les déplacements naturels des populations.

Pour conclure mon propos, l'assainissement est le parent pauvre de ce qui se passe en Afrique. Il existe un divorce complet entre le financement des infrastructures d'assainissement, qui sont par ailleurs créatrices de désordre sanitaires, et l'eau potable. Il faut absolument lier ces problématiques, comme le font, mais seulement récemment, l'AFD ou la Banque Mondiale, qui ne financent plus de programmes « eau potable » sans y associer l'assainissement.

Dominique LARESCHE : Merci d'avoir pris part à cette table ronde. Nous faisons place, à présent, à la plénière de clôture sur le thème « Afrique, monde arabe, France, quelles propositions pour l'avenir ? »

Plénière de clôture

« Afrique, monde arabe, France, quelles propositions pour l'avenir ? »

Hakim EL KAROUI, Président fondateur de Volentia

Germain Essohouna MEBA, Dirigeant de Cib-Inta, Président de la CCI du Togo, de la CPCCAF et de la Fédération des CCI d'Afrique de l'Ouest

Momar NGUER, Directeur général de Total Marketing & Services et Président du Conseil des Chefs d'entreprise France-Afrique de l'Est du MEDEF International

Issad REBRAB, Président du groupe Cevital

Neila TAZI, Vice-présidente de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc, Vice-Présidente de la Chambre des Conseillers du Parlement marocain

Modérateur : Frédéric MAURY, Jeune Afrique

Frédéric MAURY : Bonsoir à tous. Nous allons tenter, à travers cette discussion, de dresser des ponts, économiques, culturels et linguistiques, entre des zones proches historiquement, culturellement, et qui se méconnaissent pourtant.

Je vous présente les intervenants : Hakim El Karoui, Président fondateur de Volentia, Germain Essohouna Meba, Dirigeant de Cib-Inta, Président de la CCI du Togo, de la CPCCAF et de la Fédération des CCI d'Afrique de l'Ouest, Momar Nguer, Directeur général de Total Marketing & Services et Président du Conseil des Chefs d'entreprise France-Afrique de l'Est du MEDEF International, Issad Rebrab, Président du groupe Cevital, Neila Tazi, Vice-présidente de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc.

Hakim El Karoui, en quoi le sujet des migrations internationales est-il fondamental ?

Hakim EL KAROUI : Les dynamiques économiques, politiques et humaines ont une histoire. Les flux changent de sens. La colonisation de la France vers l'Afrique, représente un premier flux, essentiellement de peuplement, vers l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, et dans une moindre mesure, vers l'Afrique subsaharienne. La langue est restée avec 30 millions de locuteurs francophones quotidiens au Maghreb, qui capitalise, en outre, la moitié de l'effort financier de la France pour l'apprentissage du français dans le monde.

Depuis les années soixante, nous observons une dynamique inverse. Aujourd'hui, en France, vivent 6 millions et demi de personnes originaires d'Afrique.

Une troisième dynamique concerne la problématique du *containment*. L'objectif de l'Europe va être de repousser la frontière migratoire au Sahara. La Méditerranée, qui a toujours été une frontière, devient un espace intégré.

Les pays d'Afrique du Nord vont-ils accepter de jouer le jeu européen ? L'Europe sera-t-elle prête à les armer financièrement et juridiquement ? Car la réalité culturelle n'est pas l'accueil mais consiste bien au contraire, et bien qu'il ne soit pas très courtois de l'énoncer aussi abruptement, dans le racisme des Africains du nord à l'égard des Africains subsahariens.

Frédéric MAURY : Vous dressez un constat plutôt négatif, ou diriez-vous, réaliste de la situation. Mais envisagez-vous des possibilités de sorties ?

Hakim EL KAROUI : Il ne faut pas se laisser trop entraîner par la rhétorique du dialogue des cultures et de l'absence de frontière. Il n'y a pas, en Europe, de modèle économique pour l'accueil de la migration. Cette dernière est encore largement interne. Les immigrés s'intègrent par l'emploi dans les secteurs où les niches moins prisés par les natifs. Ce modèle n'existe pas en Afrique du nord.

Frédéric MAURY : Germain Meba, vous travaillez sur ces questions de migration. Pouvez-vous nous expliquer comment s'effectuent les transferts de compétences ?

Germain MEBA : Merci beaucoup. Depuis 2015, la CPCCAF a pris la mesure de la chose en stigmatisant la problématique des flux migratoires des jeunes diplômés de l'Afrique vers l'Europe. Le problème de l'inadéquation du système de formation est patent lorsque l'on compare les taux de réussite au bac avec ceux du chômage dans le pays.

Le programme de compagnonnage consulaire, permet aux compagnies consulaires du Nord, d'appuyer techniquement les consulaires du Sud, comprenant celles du Maghreb, à avoir en leur sein des programmes de formation métiers (métiers de bouche, par exemple). Nous ne devons d'ailleurs pas nous y cantonner, au regard de la demande existante chez les consulaires du Sud.

Frédéric MAURY : Monsieur Rebrab, vous êtes très mobilisé sur la création de cette zone commune, d'un projet commun, et notamment en matière d'infrastructures. Pouvez-vous nous faire part de votre projet de chemin de fer ?

Issad REBRAB : Mesdames et Messieurs, bonsoir. Effectivement, si l'on veut arrêter les migrations sauvages de l'Afrique vers l'Europe, il est impératif de développer l'Afrique. Dans la situation difficile où nous sommes, nous ne pouvons pas cantonner les gens chez eux. D'autant plus aujourd'hui, où l'Afrique subit une crise multiforme : économique, sécuritaire, et enfin démographique.

Il faudrait proposer un destin commun de l'Afrique, de l'Europe et des pays arabes, qui ont à résoudre des problèmes communs. Entre 2008 et 2016, l'Europe a subi la récession. Pour relancer l'économie européenne, de grands projets sont nécessaires. Tous les pays européens, y compris la France, doivent soutenir ce type d'initiatives.

De quoi a réellement besoin l'Afrique ? De formation, d'éducation, d'électrification et d'infrastructures ferroviaires, routières et portuaires, pour développer l'Afrique et assurer sa sécurité alimentaire. Aujourd'hui, l'Afrique est dépendante des autres continents pour son alimentation, alors qu'elle-même va doubler sa population tous les 25 ans. Il s'agit donc d'interconnecter toutes les lignes de chemins de fer africaines.

Les Chinois ont commencé à réaliser une ligne partant de Djibouti, qu'ils projettent de prolonger jusqu'à l'Atlantique. Nous souhaiterions en faire partir une de la Méditerranée, pour la faire arriver au Tchad, puis desservir la Centre-Afrique jusqu'à la Zambie.

Le chemin de fer est un moyen de déplacement plus rapide que le transport maritime, moins polluant que le transport routier, moins coûteux que l'autoroute, et il permet, de surcroît, de transporter plus de marchandises et de personnes. Lorsque les projets sont rentables, il est aisé de trouver les financements. Or, celui-ci doit être amorti en moins de trois ans.

Frédéric MAURY : Merci monsieur Rebrab. Avez-vous senti une réponse positive du parlement européen face à ce défi ?

Issad REBRAB : Le parlement européen a envisagé le projet très positivement, car ses membres connaissent la nature du problème économique de l'Europe. Un développement économique africain entraînerait la croissance européenne à l'heure de la relance. Un plan Marshall pour l'Afrique engendrerait certainement une croissance à deux chiffres. Une croissance minimum de deux à cinq points est à prévoir pour les économies européennes. L'argent ne peut pas faire défaut dès lors que les projets sont rentables et bancables.

Frédéric MAURY : Monsieur Nguer, quel schéma de partenariat pourrions-nous dresser ?

Momar NGUER : Un constat d'abord. La relation entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne est uniquement vue sous l'angle économique. Or, le plan sur lequel se construisent les destins communs, sont les champs du politique, qui ont été délaissés, depuis plus de vingt ans.

L'Égypte, par exemple, qui devrait être un intermédiaire stratégique, est très intéressée par les débats du Conseil de Coopération du Golfe, mais pas par ceux de l'Union Africaine, pas par le destin politique de l'Afrique. Cela représente un réel problème.

Si la relation ne doit être qu'économique, comparer les offres est suffisant. Or, nous devons construire ensemble. Pour que la triangulation fonctionne, il nous faut trouver les repères communs, à commencer par les repères géographiques et linguistiques, historiques et civilisationnels.

Il n'y a pas, à cette heure, d'investissements du Moyen-Orient vers l'Afrique subsaharienne qui aient été projetés par le truchement de l'Afrique du Nord. C'est dommage. Un acteur intermédiaire, assurant la compréhension mutuelle entre deux réalités extrêmement différentes, est pourtant indispensable. Les Mauriciens amènent des investisseurs d'Inde au Kenya. L'Égypte ne joue pas ce rôle avec les pays du Golfe.

Frédéric MAURY: Un pays s'illustre depuis quelques temps par le renforcement de ses relations politiques et économiques avec l'Afrique subsaharienne : le Maroc. Neila Tazi, pouvez-vous nous faire un bilan de cette expérience marocaine et nous dire si le Maroc a vocation à faire venir les investisseurs du Moyen-Orient vers ces zones ?

Neila TAZI: Merci, bonsoir. Le Maroc mène une expérience volontariste sur son continent en cohérence avec la forte volonté du roi Mohammed VI de mener l'action pour le développement politique et économique de l'Afrique. Cette dynamique a été amorcée vigoureusement dans les années 2000, avec l'exonération de la dette et des droits de douane, pour les pays les moins avancés, puis, les tournées royales, auxquelles le patronat a toujours été associé, représentant 40 voyages auprès de tous secteurs.

Le développement économique de l'Afrique doit se faire avec les Africains. La démarche comporte des risques, qui doivent être prévenus dans la mesure du possible, par le cadre législatif. Le développement de l'économie repose sur les PME, qui ont besoin de financements. Les pays arabes ont les moyens pour investir, mais le cadre législatif n'est pas favorable. Tout est politique. Il faut changer les textes.

À travers notre Constitution, nous essayons d'innover, dans une approche économique, sociale, intégrant les problématiques du développement durable. Plus de 1 000 conventions ont ainsi été signées. Cette expérience nouvelle ouvre la voie à de nombreux projets porteurs. Les réalités culturelles et sociales réclament, quant à elles, de la patience.

Frédéric MAURY: On a insisté sur le transfert de savoir-faire, de coopération. On a longtemps reproché aux investissements français de puiser dans les richesses locales sans favoriser ces transferts. Le Maroc se comporte-t-il différemment ? Certains pays l'accusent parfois d'une forme de néo-colonialisme.

Neila TAZI: Il y a des critiques, surtout depuis que le Maroc doit rejoindre la Cédéao. On ne peut pas parler d'un monde ouvert et rejeter l'immigration, il faut là aussi des textes. Les choses doivent se passer dans les deux sens. Le Maroc a fait le choix de développer sa présence en Afrique, nous avons régularisé près de 50 000 immigrés subsahariens au Maroc, nous accueillons des réfugiés syriens, il est important de le dire.

Ce sont des actions qui ont leur impact sur l'opinion publique, et notamment sur la jeunesse, sur les réseaux sociaux, qui peut avoir mal à décoder les grandes lignes et les grands enjeux de ce qui se passe. Le Maroc est conscient de l'importance de la jeunesse, notamment en termes d'emplois à créer en Afrique : 20 millions par an dans les 20 prochaines années. Le Maroc sait que s'il veut de la croissance, il doit former les jeunes. Nous avons un vrai programme sur ces sujets au Maroc, notamment avec l'Office de la Formation Professionnelle qui a plus de 50 conventions dans plus de 35 pays africains dans tous les domaines.

Frédéric MAURY : On voit bien l'importance du Maghreb dans cette relation triangulaire. Quittons l'économie pour parler du religieux. Hakim El Karoui, pouvez-vous nous dire quel est le rôle du Maghreb dans le développement d'un Islam plus apaisé ?

Hakim EL KAROUI : Lorsque l'on regarde les dynamiques culturelles, France/Afrique du Nord/Afrique subsaharienne, on remarque un point commun inattendu : le salafisme, le wahhabisme, ou l'islamisme plus généralement, en tout cas une interprétation religieuse qui donne à la religion un rôle politique différent selon les écoles, et qui a beaucoup de succès, pour un certain nombre de raisons.

Parmi ces raisons, on compte, non négligeable, celle des moyens pour le promouvoir, moyens qui viennent du Golfe, bien qu'il n'en assume pas la responsabilité, à travers des organisations parallèles, souvent étatiques ou paraétatiques.

Cette réalité se mesure sur le terrain et dans les réseaux sociaux, à travers lesquels on constate qu'une part colossale du marché idéologique est prise par le salafisme. Elle concerne souvent de très jeunes personnes, souvent très ignorantes de la religion, très militantes, qui font de cette cause idéologique le sens de leur vie.

Cela commence à poser des problèmes très importants en Afrique de l'Ouest, puisque le fondamentalisme religieux et la violence interagissent, comme on le voit au Mali, au Nigeria, au Sénégal. Cette dynamique existait en Afrique du Nord depuis plus longtemps. Elle existe depuis quinze ou vingt ans en France. C'est à l'évidence un des sujets communs partagés par les trois zones.

Frédéric MAURY : Le Maghreb pourrait-il constituer un rempart à cette montée du salafisme ?

Hakim EL KAROUI : La Tunisie et l'Algérie se mettent en retrait de ses sujets, comme elles le font des dynamiques subsahariennes. Le Maroc en revanche, déploie une stratégie politique, économique et religieuse, notamment par la formation d'imams au Maroc. Le Ministre des Affaires Religieuses est je crois marocain. Il y a une dynamique marocaine en France, qui à mon avis n'est pas bonne. La France a besoin d'imams français formés en France, qui comprennent les jeunes français, ce qui n'est pas le cas quand ils sont formés à l'étranger.

Il y a aussi une vision globale de l'islam malékite qui s'étend largement en Afrique et qui a besoin d'incarnation. Peut-être que le Roi du Maroc a l'idée d'incarner une forme d'autorité religieuse au-delà du Maroc. En face du malékisme, le wahhabisme. Le sujet religieux constitue une réelle clé de lecture des dynamiques de relations politiques et géopolitiques de la région.

Frédéric MAURY : Momar Nguer, sur le champ de la langue arabe qui lisse ces différentes zones, vous dites qu'il faut replacer la langue arabe au cœur des débats, et qu'elle doit être relancée en dehors de la question religieuse à laquelle elle est souvent associée.

Momar NGUER : Absolument. L'arabe est considéré à l'école et au collège, comme une langue dite *classique*, terme dont l'acception est dangereusement proche de celle de *langue morte*. Un grand nombre de musulmans d'Afrique au sud du Sahara peuvent réciter les sourates du Coran mais ne comprennent pas l'arabe. Que l'arabe soit uniquement voué à la religion cause un grand tort à la langue. À Dakar ou à Abidjan, nous comptons probablement un nombre plus important d'apprenants du Japonais ou Chinois, que d'apprenants de la langue arabe. C'est notre faillite, à nous tous. Moi-même je ne sais pas écrire l'arabe. Il y a un vrai travail à faire si nous voulons renforcer nos liens : l'économique et le politique passe aussi par l'échange.

Frédéric MAURY : Monsieur El Karoui, un mot sur l'arabe en France, question sensible ?

Hakim EL KAROUI : La France a décidé de ne plus enseigner l'arabe pour des raisons idéologiques et sociales. Une partie importante du corps enseignant pense que l'enseignement de l'arabe constitue un obstacle à l'intégration. D'autre part, les classes d'arabe attirent les élèves d'origine maghrébine, dont les proviseurs ne veulent pas. Le résultat chiffré, aujourd'hui, affiche 50 000 enfants apprenant l'arabe dans le primaire par le système des ELCO (enseignement langue et culture d'origine) avec des instituteurs venant des pays d'origine. Au collège et lycée, ces effectifs sont réduits à 8 000, alors que 90 000 élèves étudient l'arabe dans les mosquées.

En fermant les classes d'arabe et en n'ouvrant pas de concours analogues au CAPES, nous envoyons les élèves français se former dans les mosquées. Trois quarts des parents musulmans interrogés, lors de mon enquête sur les musulmans de France, souhaitent que leurs enfants apprennent l'arabe, parmi lesquels deux tiers désirent que cela soit dans le cadre de l'enseignement public. Or il n'y a pas d'offre. Les mosquées, quant à elles, déconseillent aux parents de faire apprendre l'arabe à leurs enfant via l'école publique au motif qu'il ne s'agirait pas de l'arabe de la religion.

Ce sujet est stratégique pour l'Afrique de l'Ouest, pour l'Afrique du Nord, comme pour la France. Le message que j'essaie de passer aux autorités, c'est que si on n'ouvre pas de classes d'arabe, on laisse la place au salafisme.

Frédéric MAURY : Autre sujet, plus économique, qui permet de renforcer les liens : la colocalisation. Monsieur Rebrab, pouvez-vous expliquer en quoi la colocalisation, que vous pratiquez, peut renforcer les liens entre l'Europe le Maghreb et l'Afrique subsaharienne ?

Issad REBRAB : En effet. La coproduction, plutôt que la colocalisation, permet de renforcer les liens entre nos pays. L'acquisition du groupe *Brandt* a permis de préserver 1 200 emplois en France et de créer 7 500 emplois en Algérie. Nous avons conservé les activités rentables en France, avec les centres de recherche et développement. En revanche, tout ce qui avait été délocalisé vers la Chine et la Pologne avant l'acquisition, a été rapatrié vers notre nouvelle unité industrielle de dernière génération en Algérie, et l'investissement que nous avons réalisé – en Algérie – nous a permis de sauver les deux usines françaises. Il est vrai que nous avons bénéficié des 1 300 brevets ainsi que du prestige de 4 marques de renom mondial, et d'un réseau de distribution au niveau mondial.

Le complexe que nous avons construit à Sétif va produire entre 8 et 10 millions d'articles d'électroménager par an, dont 90 % seront exportés. Nous fabriquons ainsi toutes nos cartes électroniques, auparavant issues de l'importation, et avons reçu un prix Janus pour l'innovation, récompensant la création d'une machine à laver.

Frédéric MAURY : Comment expliquez-vous aux employés français ce qui, de leur point de vue, apparaît comme une délocalisation ?

Issad REBRAB : Les employés français que nous avons hérités des deux usines travaillent encore en France. Les emplois relocalisés en Algérie, avaient, quant-à-eux, déjà subi une première délocalisation vers la Chine et la Pologne. Nous aidons au contraire les deux usines françaises à mieux commercialiser leurs produits au niveau du marché mondial.

Frédéric MAURY : Monsieur Meba, pensez-vous qu'il pourrait y avoir davantage d'investissements provenant du Moyen-Orient ?

Germain MEBA : Si le commerce n'a pas de frontières, le transfert des technologies non plus. Pour moi, la langue arabe n'est pas morte. En développant des relations commerciales avérées, et agressives, de l'Afrique subsaharienne, sur le modèle chinois, vous observerez un gain d'intérêt significatif pour la langue Arabe. Je me rends en Chine ce soir car on veut que j'y découvre le développement économique d'une région. Un billet d'avion business est mis à ma disposition. C'est une belle offre, et cela arrive régulièrement. Le Maroc a emboîté le pas à la Chine et utilise les mêmes stratégies. On met à notre disposition des moyens pour aller voir ce qu'il se passe. J'ai connu la Tunisie grâce à la CPCCAF, où j'ai constaté un beau dynamisme. Il y a un vrai potentiel des relations Sud-Sud, qui permettraient de développer la petite entreprise, que nous n'avons pas encore en Afrique. Il est important de tisser des relations entre entreprises, ce qui peut être fait notamment à travers les compagnies consulaires. Si nous développons ces relations, nous parlerons davantage l'arabe.

Frédéric MAURY : Madame Tazi, un mot sur l'importance de la culture ?

Neila TAZI : Je voudrais remercier Jack Lang et l'Institut du monde arabe pour l'organisation de cette journée. Nous sommes tout de même au sein d'un temple de la culture, et Dieu sait le rôle qu'elle joue en faveur du dialogue et de la cohésion sociale.

Il est important d'enseigner et de parler l'arabe. Le monde économique s'exprime en Français et en Anglais. Nous avons, au Maroc, une identité multiple, mais l'arabe est la langue parlée, et également dans nos institutions. Souvent, nous observons d'importants contrastes linguistiques : nos hauts cadres et futurs responsables étudient à l'étranger. Une coupure se crée, pour eux, par manque de maîtrise de la langue arabe.

Je possède une petite entreprise lancée avec 1 000 € de capital. Il s'agit d'un festival de musique Gnawa, confrérie originaire d'Afrique subsaharienne. On m'avait initialement peu pris au sérieux lorsque je cherchais des financements, car le projet mettait en valeur une culture minoritaire. Or ce projet, qui porte en son cœur la question religieuse et spirituelle, a été le détonateur d'un grand mouvement culturel et social au Maroc. Cet événement draine maintenant 500 000 personnes dans une ville de 70 000 habitants, à l'origine très pauvre, et qui s'est métamorphosée en vraie destination de tourisme culturel, connue et reconnue dans le monde. Nous devenons un modèle au Maroc, en termes de développement touristique mais aussi d'impact sur les jeunes. Tous les acteurs ont un rôle à jouer, et les médias également. Il ne faut pas oublier la culture, il faut accompagner les acteurs culturels en Afrique, ils comptent.

Discussion avec le public

Intervenant : Bonjour à tous. Je suis directeur d'une start-up dans les services juridiques. J'amène des investisseurs africains qui veulent investir en France et s'y établir. Je suis convaincu de la nécessité de débarrasser le monde des affaires de la religion, et agir sur l'éducation. La langue arabe s'imposera d'elle-même si nous construisons des avions et des ordinateurs avec elle.

Monsieur Rebrab, comptez-vous créer un fonds d'investissement pour les étudiants algériens et marocains qui souhaitent investir en France ? Le Maroc le fait, allez-vous le faire ?

Comptez-vous vous présenter à l'élection présidentielle ?

Issad REBRAB : Il est facile de réaliser un fonds d'investissement, mais il faut des autorisations. Un problème existe également au niveau de la réglementation des changes. Nous ne pouvons pas réaliser un fond en Algérie et investir à l'étranger. Nous sommes tenus de trouver nos capitaux à l'étranger, c'est ce que nous avons fait jusqu'à présent.

Quant à la deuxième question, je suis très bien en tant qu'opérateur économique.

Intervenante : Bonjour, je suis la directrice de la revue *Salama* en France et Algérie. Monsieur Rebrab, lorsque vous avez acquis *Brandt*, avez-vous rencontré les difficultés politiques inhérentes au rachat étranger d'entreprises françaises ?

Issad REBRAB : Au contraire, nous avons trouvé toutes les facilités afin que 1 200 salariés français, ainsi que les sous-traitants, ne disparaissent pas. Nous avons donc pu lever des capitaux et développer l'activité française. Nous avons, en revanche, levé nos propres capitaux en Algérie pour les investissements en Algérie.

Intervenant : Bonjour, je suis consultant international. Monsieur El Karoui, relativement à la question du salafisme, pensez-vous que la politique internationale de la France soit cohérente avec les actes qu'elle entreprend à l'étranger ? Par exemple en Lybie, en Syrie...

Hakim EL KAROUI : Évidemment, non. Nous ne pouvons pas dénoncer le salafisme le matin, décorer le premier ministre saoudien l'après-midi. Il est cependant facile de dénoncer. Il l'est moins de construire.

Le Maghreb représente 50% de plus que le Golfe en termes de commerce avec la France. La Tunisie en représente autant que les Emirats et le Qatar réunis. La France doit investir là où sont ses intérêts économiques, politiques et humains, soit au Maghreb et en Afrique, et moins dans le Golfe.

Le Golfe est acteur d'un certain nombre de relations, de même qu'il est un acteur religieux majeur, qui contribue à la diffusion de certaines lectures de l'Islam. On a surpondéré son importance pour l'économie française, en considérant sa puissance d'investissement. Le Golfe n'est plus critique pour l'approvisionnement énergétique de la France (il est passé de 80 % à 25 % en trente ans, tandis que l'Algérie en représente 10 %). L'armement est le seul secteur dans lequel le Golfe conserve une telle importance, avec 50 % des prises de commandes à l'export. Il faut comprendre que le Golfe est un partenaire mineur pour la France, et que la stratégie de la France doit être verticale, se tourner vers le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Il faut discuter aimablement mais fermement avec les responsables du Golfe, et faire cesser l'exportation du salafisme.

Frédéric MAURY : Merci à vous cinq, et merci à tous d'avoir assisté à cette toute dernière session.